



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2760
25 juin 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyte)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Second tour Une compétition entre ennemis ouverts et faux amis des travailleurs



Les résultats de Lutte ouvrière
Un courant bien vivant dans l'électorat ouvrier

"Front républicain"
La gauche unie pour se soumettre à la droite

Élections régionales

- PACA : la gauche unie pour se soumettre à la droite 3
- Le Pen : en grande colère contre "ses" abstentionnistes 3
- Grand-Est : espoirs douchés pour le RN 3
- Les résultats de Lutte ouvrière 4
- Île-de-France : gauche fusionnée et promesses creuses 4
- Guadeloupe et Martinique : les résultats de Combat ouvrier 4

Leur société

- Plis électoraux : quand la course à la rentabilité s'en mêle 5
- Lecture, cause nationale : Macron brasse du vent 5
- Agitation présidentielle 5
- Retraites complémentaires : mauvais coups à venir 5
- Affaire Traoré : un procès, mais toujours pas de justice 6
- Stationnement à Paris : une régulation par le racket 6
- Violences urbaines : un grand plan de bla-bla 6
- Euro de foot : on ne badine pas avec la pub 6
- Redon : dans quel camp sont les casseurs ? 6
- AstraZeneca : condamné à continuer de faire ce qu'il veut 7
- Internes épuisés : les ravages de la politique de santé 7
- Covid ou cancer, les profits des laboratoires d'abord 7

Dans le monde

- Iran : la tête change, pénuries et corruption demeurent 8
- Sommet du G7 : la Chine dans le viseur 8
- Italie : lutter pour ne pas subir 9
- John Elkann Agnelli, chevalier du capital 9
- Réfugiés : les damnés de la terre 9
- Russie : épidémie mortelle 16
- Travail des enfants 16

Dans les entreprises

- SNCF Île-de-France 10
- Ouverture à la concurrence dans les transports 10
- Renault - Flins 11
- Contre le chômage 11
- Auchan 12
- Psychologues en grève à Troyes et Clermont-Ferrand 12
- Théâtres de Troyes 12
- ADP 13
- Fonderies 13
- Hôtels Barrière 13
- Muretain Agglo - Muret 14
- Cimenterie Calcia - Cruas 14
- Knorr - Duppigheim 14
- Livreurs des plateformes 14
- Lasserre - Vitry-sur-Seine 15
- PPG - Bezons 15

Agenda

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 16

Lutte ouvrière, un courant bien vivant dans l'électorat ouvrier

L'abstention record dans les élections régionales et départementales exprime le désintérêt profond, voire le dégoût croissant de l'électorat populaire pour ces compétitions destinées à désigner les coteries politiques qui auront à gérer les affaires de la bourgeoisie dans les différentes institutions.

Cette course à l'échalote pour des places et des positions est d'autant plus dérisoire qu'après plusieurs mois d'une pandémie qui a pesé avant tout sur les classes populaires, les travailleurs sont de plus en plus confrontés à l'offensive brutale de la classe capitaliste : licenciements, fermetures d'entreprises, baisse des salaires et des allocations chômage, aggravation des conditions de travail.

Pendant que la grande bourgeoisie s'enrichit au travers de l'exploitation comme rarement dans le passé, que des actionnaires amassent des fortunes, autant grâce aux cadeaux de l'État que grâce à la spéculation, ceux qui ont continué à faire marcher la société même pendant la pandémie sont poussés vers la misère.

Pour les politiciens de la bourgeoisie, les fausses promesses ou les slogans démagogiques tiennent lieu de programme. Ce n'est certainement pas cela qui donnera aux exploités les moyens de résister au désastre qui s'annonce. Une explosion de colère du monde du travail, méprisé, exploité, opprimé, est inévitable et indispensable.

Encore faut-il que la colère ouvrière de demain ne soit détournée ni par les ennemis ouverts des travailleurs, ni par leurs faux amis. Il faut qu'elle soit orientée, au-delà des marionnettes interchangeables de la caste politique bourgeoise, contre ceux qui détiennent le véritable pouvoir : les détenteurs des capitaux, les propriétaires des usines et des banques.

C'est à la classe privilégiée, sans utilité pour la société et pourtant riche, qu'il faudra arracher de quoi financer le maintien de tous les emplois, par la répartition du travail entre tous sans diminution des salaires. C'est sur les revenus du grand capital, sur les dividendes des actionnaires, sur l'argent dilapidé en spéculation financière qu'il faut prendre pour augmenter les salaires, les retraites et les allocations et les indexer sur les hausses de prix pour protéger le pouvoir d'achat.

C'est au nom de ce programme que se sont

présentées les listes Lutte ouvrière dans ces élections régionales. L'ensemble de ces listes a rassemblé près de 320 000 voix. À une centaine de voix près, c'est le même nombre de voix qu'aux précédentes élections régionales de décembre 2015, et c'est presque deux fois plus de voix qu'aux élections européennes de 2019.

Compte tenu de l'abstention générale très importante qui marque ce scrutin, et qui est encore plus importante dans les villes et quartiers ouvriers, la stabilité de ce résultat est remarquable. Alors que la plupart des listes de tous les partis, du Rassemblement national aux partis de la gauche de gouvernement, ont vu leur nombre de voix chuter entre ces deux élections, celui du courant communiste révolutionnaire s'est maintenu. Et cela se traduit par une progression en pourcentage, de 1,5 % à 2,23 %.

Pour modestes que soient les scores électoraux des listes « Lutte ouvrière – faire entendre le camp des travailleurs », leur progression est un gage pour l'avenir. Ils témoignent de la permanence dans le monde du travail d'un courant politique qui affiche comme objectif le renversement du pouvoir de la grande bourgeoisie. La direction de la société doit appartenir à ceux qui, par leur travail, la font vivre et fonctionner. C'est avec cet objectif que les militants de Lutte ouvrière seront présents dans les luttes de demain et s'efforceront d'y jouer leur rôle.

Le premier tour étant passé, le seul où le « camp des travailleurs » peut s'exprimer, le deuxième tour n'a ni enjeu ni intérêt pour les travailleurs et les classes populaires. Lutte ouvrière ne cautionnera pas la supercherie consistant à présenter aux travailleurs des hommes politiques qui sont souvent aussi réactionnaires, aussi antiouvriers que ceux d'extrême droite, comme un rempart contre la menace du RN au pouvoir.

Il n'est pas question pour Lutte ouvrière de soutenir quelque variante que ce soit du front républicain. Cette république est celle de la bourgeoisie. Elle ne réserve, à ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, qu'un avenir d'exploitation et de mépris de la part des riches parasites. Les travailleurs auront à combattre la classe capitaliste, pour l'empêcher de conduire la société vers la catastrophe.



Meeting de Nathalie Arthaud à Rennes jeudi 17 juin.

PACA: la gauche unie pour se soumettre à la droite

Le soir du premier tour des élections régionales aura vu les dirigeants nationaux de la gauche, « unis comme les doigts de la main » selon la formule célèbre, pour faire un geste politique fort.

Et d'appeler solennellement la tête de la liste d'union Verts-PCF-PS de la région PACA, Jean-Laurent Felizia, à se retirer en faveur de Muselier, le dirigeant des Républicains et d'une droite bien musclée.

Il fallait, selon les états-majors de la gauche, mettre fin au scandale que représentait l'annonce, faite par la tête de liste, de son maintien face à Muselier et Mariani. Il s'agissait, selon Felizia de respecter les électeurs qui avaient voulu manifester leur rejet de ces deux hommes et de leur politique.

Au nom du « faire barrage au Rassemblement national », le secrétaire national des Verts, Bayou, a intimé à Felizia, sous peine d'exclusion, l'ordre de retirer sa liste et d'appeler à voter Muselier. Les propos ont été aussi impératifs du côté de Faure, le secrétaire national

du PS. Lundi 21 juin, dans la journée, Felizia a donc dû manger son chapeau, retirer sa liste et appeler à voter Muselier. Le site de *L'Humanité*, pouvait titrer: « Felizia revient à la raison »!

À cinq ans de distance, le même scénario se rejoue en PACA. En 2015, face à Marion Maréchal-Le Pen, alors tête de liste FN, on trouvait le même Mariani qui conduit aujourd'hui la liste RN, mais qui était alors le meilleur soutien de Muselier. Mariani, vieux briscard de la droite, n'a pas changé de politique, il a simplement changé de boutique. Les allers-retours entre la droite et la droite extrême sont une constante du jeu politique en France, et présenter la droite comme un rempart à l'extrême droite est une escroquerie, d'autant plus lamentable aujourd'hui où les idées les plus



réactionnaires fleurissent.

En 1998, la capitulation de la gauche face à la droite, avec le couplet sur le front républicain, avait commencé avec les élections régionales. En 2002, on vit une grande mise en scène dans laquelle, pour cacher le désaveu massif de la gauche gouvernementale par l'électorat populaire, s'insérait l'appel à voter Chirac « pour faire barrage

à Le Pen ». Cela n'a empêché ni Le Pen ni son parti de prospérer et les idées réactionnaires de se répandre, y compris dans les milieux populaires. Les partis de gauche, après avoir jeté aux orties les idées socialistes et communistes, ont repris de plus en plus les refrains sur la sécurité, l'immigration. Roussel, le secrétaire national du PCF, a été ces dernières semaines jusqu'à

se joindre à la manifestation des policiers, impulsée clairement par l'extrême droite.

En plus du désarroi populaire face à des gouvernements qui, quelle que soit leur étiquette, mènent tous la politique des plus riches, cette soumission politique de la gauche à la droite ne peut que rajouter à son discrédit.

Paul Sorel

Le Pen: en grande colère contre "ses" abstentionnistes

Les scores du Rassemblement national (RN) aux élections régionales ont été nettement inférieurs à ceux de 2015 et aussi à ce que prédisaient les sondages. Marine Le Pen s'est alors mise en colère, reprochant à ceux qu'elle considère comme « ses » électeurs de ne pas avoir pris cinq minutes pour aller voter.

L'abstention a atteint un record. À l'échelle nationale, elle a été de plus de 66%, et plus importante encore dans les départements ouvriers: plus de 73% en Moselle, 75% en Seine-Saint-Denis; ou dans les villes ouvrières: plus de 84% à Roubaix dans

le Nord, 88% à Vaulx-en-Velin en banlieue lyonnaise ou à Clichy-sous-Bois en banlieue parisienne.

Les partis politiques qui concourent pour la gestion des conseils régionaux, RN compris, auraient voulu que la population aille aux

urnes comme d'habitude. Mais il y a eu une crise sanitaire, avec des dizaines de milliers de victimes, et une aggravation de la crise économique, avec des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires. Alors, pour l'immense majorité des travailleurs, les agitations électoralistes sont apparues encore plus dérisoires que d'habitude, amenant beaucoup à s'abstenir.

Cette forte abstention a touché tous les partis bourgeois, mais certains plus que d'autres. Et, parmi les plus

frustrés par les résultats, figurent les dirigeants du RN. Marine Le Pen a donné le ton dimanche soir 20 juin en s'adressant aux abstentionnistes ayant été électeurs du RN: « Vous aurez constaté ce soir les conséquences électorales, et donc politiques, de votre abstention. » Tous les leaders régionaux du RN ont suivi. En Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Mariani a même menacé: « Si à nouveau vous n'allez pas voter dimanche, alors rien ne changera dans votre région, rien ne changera dans votre vie. »

Les dirigeants du RN sont comme ceux des autres partis de gouvernement: ils considèrent l'électorat, et encore plus l'électorat populaire, comme une masse de manœuvre qui n'est bonne qu'à avaler leurs discours, et qui de plus doit leur être reconnaissante. Pour Le Pen, c'est au point de menacer « ses » électeurs du martinet s'ils ont un coup de mou et ne se rendent pas aux urnes. Si jamais le RN parvenait au pouvoir, cela promet!

Pierre Royan

Grand Est: espoirs douchés pour le RN

Dans la région du Grand Est, l'abstention atteint 70% des inscrits. Dans ce contexte, du côté du RN, donné en tête et qui se retrouve deuxième, c'est plutôt la soupe à la grimace: il a presque trois fois moins de voix qu'en 2015 (227 774 au lieu de 641 120).

La tête de liste du RN, ce coup-ci, était Laurent Jacobelli... qui conduisait en 2015 la liste de Debout La France. Il remplaçait Florian Philippot, tête de liste en 2015, qui ce coup-ci conduisait une liste Les Patriotes, qui a recueilli 74 980 voix et 6,95%.

Jacobelli, omniprésent sur le plateau des chaînes d'info, a tenté sa chance au RN, comme d'autres politiques de droite: en Moselle,

la liste RN était menée par le sénateur de droite Masson, ex-LR; en Meurthe-et-Moselle, elle était conduite par l'ex-député LR Philippe Morenvillier. Voilà ceux qui se prétendent antisystème: de vieux chevaux de retour de la droite!

Dans la seule mairie RN du Grand Est, Hayange en Moselle, il y a plus de 78% d'abstentions. Le RN, s'il y est très largement en tête avec 46,75%, perd des

voix par rapport à 2015 (113 voix au lieu de 1977). Il en perd moins toutefois que les deux listes de gauche qui ont vu partir, elles, près de 900 de leurs électeurs, dans cette petite ville ouvrière longtemps dirigée par la gauche. Une ville où dominant les fameux hauts fourneaux de Florange fermés par ArcelorMittal sous Hollande... et malgré ses promesses.

C'est un profond dégoût pour les élections qui s'est exprimé aux élections à travers cette abstention record, faisant penser au mot de Coluche: « Si voter changeait quelque chose, il y a longtemps que ça serait interdit. »

Étienne Hourdin



Panneaux électoraux des régionales dans le Grand Est.

Les résultats de Lutte ouvrière

Le scrutin des élections régionales, le 20 juin, a été marqué par une forte abstention. Si elle atteint au niveau national le taux record de 67 %, ce chiffre est souvent dépassé dans les communes ouvrières.

L'abstention est par exemple de 75 % à Denain (Nord), 77 % à Aubervilliers et à La Courneuve, de 84 % à Roubaix, 87 % à Saint-Fons, 88 % à Vaulx-en-Velin et Givors (Rhône), des taux qui se retrouvent dans la plupart des bureaux de vote de quartiers populaires.

Dans ce contexte, les listes « Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs » progressent en pourcentage. Il s'agit certes de petits chiffres (319 909 voix, soit 2,23 %), à comparer à ceux des régionales de 2015 (320 054 voix, soit 1,50 %). Alors que la plupart des partis voient le nombre absolu de leurs voix s'effondrer, il se maintient pour Lutte ouvrière, et augmente en pourcentage.

C'est dans les départements et les communes les plus populaires que Lutte ouvrière réalise ses meilleurs scores. Dans le Pas-de-Calais nous obtenons 4,15 % des voix, en Haute-Marne 4,01 %, dans la Somme 3,98 %. En Seine-Maritime, la liste conduite par Pascal Le Manach n'obtient que 1,2 % des voix dans la commune aisée de Mont-Saint-Aignan, mais des résultats en hausse dans les communes ouvrières : 4,47 % à Sotteville-lès-Rouen, 5,98 % au Petit-Quevilly, 5,84 % à Saint-Etienne-du-Rouvray et 7,3 % à Oissel. En Île-de-France, Lutte ouvrière recueille 0,19 % à Neuilly-sur-Seine, 0,35 % à Paris 8^e et 0,38 % à Paris 7^e, les arrondissements les plus bourgeois de la capitale, mais 4,64 % à Bobigny et 7 % à La Courneuve, deux communes pauvres de Seine-Saint-Denis. Dans les Hauts-de-France, à Sin-le-Noble, dans le Pas-de-Calais, la liste conduite par Eric Pecqueur obtient 6,73 % ; à Wattrelos, 4,79 % ; à Liévin

5,96 %. Dans le 3^e arrondissement de Marseille, un des quartiers les plus pauvres de France, la liste conduite par Isabelle Bonnet obtient 8,69 % des voix. À l'échelle de tel ou tel bureau de vote d'une cité HLM, Lutte ouvrière atteint fréquemment 10 % des voix.

Par ailleurs, des électeurs sympathisant avec le PCF ont manifestement préféré voter pour des candidats se réclamant fièrement du communisme, arborant la faucille et le marteau, que pour des listes d'union où leur parti se rangeait derrière des écologistes comme en PACA et en Hauts-de-France, voire derrière des politiciens du PS, présidents de région, comme en Bretagne, en Occitanie, en Centre-Val-de-Loire, en Bourgogne-Franche-Comté ou en Nouvelle-Aquitaine. Autrement dit, ces électeurs ont préféré affirmer leur attachement aux idées communistes plutôt qu'aux ambitions de strapontins brigüés par les responsables du PCF dans les conseils régionaux. Lutte ouvrière obtient ainsi 10,73 % à Port-de-Bouc, 7,02 % à Martigues, 7,63 % à Fos-sur-Mer et 16 % à Port-Saint-Louis-du-Rhône, des villes ouvrières PCF ou ex-PCF des Bouches-du-Rhône. À Flixecourt, petite municipalité PCF de la Somme, Lutte ouvrière obtient 11,86 % des voix.

Il ne s'agit pas de s'exagérer la portée de ces résultats, dans un contexte qui est d'abord celui d'une forte abstention, en particulier dans les classes populaires. Mais ils montrent au moins que les idées de la lutte de classe, défendues de façon résolue et militante, peuvent trouver un écho auprès d'une fraction de l'électorat ouvrier.

Michel Bondelet

Guadeloupe et Martinique : les résultats de Combat ouvrier

Combat ouvrier, organisation trotskyste antillaise membre de l'UCI, se présentait aux élections du 20 juin, régionales et départementales en Guadeloupe, territoriales en Martinique.

Sur fond d'une abstention massive (proche de 70 %) dans les deux

îles, ses résultats sont les suivants :

- Martinique : 0,59 % des votants (565 voix),
- Guadeloupe : 2,67 % des votants (2443 voix) à l'élection régionale, et 8,05 % des votants (400 voix) à l'élection départementale de Capesterre-Belle-Eau.

Région	2021			2015	
	Exprimés	Voix LO	% LO	Voix LO	% LO
Auvergne-Rhône-Alpes	1 713 273	26 866	1,57%	31 357	1,25%
Bourgogne-Franche-Comté	653 941	17 828	1,57%	14 513	1,51%
Bretagne	851 259	19 207	2,26%	16 445	1,37%
Centre-Val de Loire	568 778	14 556	2,56%	14 612	1,70%
Grand Est	1 078 371	28 090	2,60%	26 395	1,48%
Hauts-de-France	1 330 518	47 331	3,56%	39 039	1,75%
Île-de-France	2 177 772	33 666	1,55%	44 172	1,40%
La Réunion	230 919	2 627	1,14%	1263	0,48%
Normandie	754 886	23 732	3,14%	20 975	1,83%
Nouvelle-Aquitaine	1 491 556	25 996	1,74%	29 197	1,41%
Occitanie	1 509 153	26 720	1,77%	37 181	1,81%
Pays de la Loire	813 317	21 404	2,63%	18 627	1,47%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 156 026	31 886	2,76%	26 278	1,48%
Total	14 329 769	319 909	2,23%	320 054	1,50%



Des candidats de Lutte ouvrière et de Combat ouvrier au rassemblement du 13 juin à Presles.

Île-de-France : gauche fusionnée et promesses creuses

En Ile-de-France, le PS, La France insoumise (LFI), alliée dès le premier tour au PCF, et Europe Écologie – Les Verts (EELV) sont parvenus assez facilement à un accord de fusion, leurs têtes de liste ayant plus ou moins annoncé à l'avance leur ralliement derrière le mieux placé à l'issue du scrutin du 20 juin.

Ayant devancé l'insoumise Clémentine Autain et la candidate présentée par le PS Audrey Pulvar, l'écologiste Julien Bayou se retrouve donc à conduire cette union de la gauche francilienne. Il a suffi aux négociateurs d'une douzaine d'heures pour se mettre d'accord sur vingt mesures, comme la création d'« emplois verts »,

le développement du vélo et du bio dans les cantines scolaires, des mesures suffisamment générales pour ne pas les engager à grand-chose.

La gratuité des transports en commun, mise en avant par Audrey Pulvar, a été limitée aux moins de 18 ans, aux étudiants, aux chômeurs et aux bénéficiaires des minima

sociaux. « Il n'y a pas d'engagement pour ou contre une gratuité totale. Ce n'est ni un oui ni un non, dans un contexte d'incertitude sur les recettes de la région », a expliqué Julien Bayou. Pas plus que Péresse, dont il prétend se différencier, il n'envisage un seul instant de faire payer le patronat et les classes riches. Dans la tradition de la gauche de gouvernement, toujours prête à se déclarer en faveur de la justice sociale... tant qu'elle ne coûte rien aux capitalistes.

Marc Rémy

Plis électoraux : quand la course à la rentabilité s'en mêle...

Après la panne mortifère qui a bloqué des appels de secours d'urgence, dont l'opérateur Orange, ex-France Télécom, est responsable, c'est la distribution de la propagande électorale qui est tombée en panne sur une partie du territoire, mettant sur la sellette La Poste et Adrexo.

Darmanin, ministre de l'Intérieur, a feint de s'étonner de cette nouvelle défaillance, qui vient après toutes celles que chacun a pu constater de la part de l'État dans la gestion de la pandémie. Le ministre a fait les gros yeux, sommant les distributeurs de prendre « toutes les mesures afin de rétablir un service normal pour le second tour des élections ». C'est une façon de se dédouaner, alors que l'État est doublement responsable. Il est l'actionnaire unique de La Poste, directement ou par l'intermédiaire de la

Caisse des dépôts. Et c'est le ministère de l'Intérieur qui, en janvier dernier, a confié à Adrexo, société de distribution de prospectus publicitaires, celle des plis électoraux dans 51 départements pour les quatre prochaines années, alors que jusqu'à présent La Poste s'en chargeait sur tout le territoire.

Visiblement, cette société n'avait pas les moyens d'exécuter ce contrat, ce qui ne l'a pas empêchée de remporter l'appel d'offres. En organisant cette mise en concurrence, le gouvernement a pu offrir aux

dirigeants d'Adrexo un pactole, dont il n'a d'ailleurs pas publié le montant, fragilisant un peu plus la distribution des plis électoraux, qui souffre déjà de la course à la rentabilité régnant à La Poste.

La Poste rogne sur tout, preuve en est la suppression de la prime de l'ordre de 200 euros que touchaient les facteurs il y a quelques années pour la distribution des plis pour les deux tours d'une élection. La Poste continue à percevoir une enveloppe du ministère de l'Intérieur, dont le montant n'est plus public, en sachant pertinemment que, dans nombre de cas, les tournées sont impossibles à terminer avec les effectifs actuels. Elle n'en a pas moins répondu au ministre de l'Intérieur



Plis électoraux jetés à la poubelle.

que, pour le second tour des élections, « les 36 000 postiers concernés, ainsi que leurs encadrants, dans plus de 1 120 sites centres courrier, seront pleinement mobilisés ».

Le problème, c'est que des dizaines de milliers

d'autres ne pourront pas être mobilisés, après les restructurations que La Poste effectue régulièrement pour supprimer des emplois dans les centres de tri et allonger la tournée des facteurs.

Jean Sanday

Lecture, cause nationale : Macron brasse du vent

En déplacement en Picardie le 17 juin dernier, Macron a fait des phrases sur la république « qui donne toutes ses chances à la jeunesse ». Les déclarations d'intentions ne coûtant rien, il a annoncé dans la foulée faire de la lecture une grande cause nationale.

Le lendemain, interrogée par un journaliste de France Info TV, Nathalie Arthaud remarquait : « Macron va-t-il embaucher des professeurs pour pouvoir doubler toutes les classes de primaire ? Est-ce qu'il va embaucher des professeurs

pour qu'enfin ceux qui sont en maladie soient remplacés ? Non ! Est-ce qu'il va embaucher des adultes pour accompagner les élèves en situation de handicap ? Non plus ! Donc c'est du vent. »

Pour agrémenter la brise des paroles présidentielles, l'acteur Fabrice Luchini, qui accompagnait Macron, a récité des fables de La Fontaine. Il aurait pu lui citer l'une d'elles, *Le pouvoir des fables* dans laquelle « l'orateur (...) tonna, dit ce qu'il put. Le vent emporta tout, personne ne s'émut ».

Nadia Cantale

Agitation présidentielle

Après le scrutin du 20 juin, Macron est resté retranché à l'Élysée dans un silence profond. Et pour cause. Sa sortie du bois, ses initiatives intempestives, ses déplacements en grande pompe pour aller soutenir les candidats de son parti présidentiel se sont traduits par un fiasco général.

Il aura pourtant tout essayé. L'annonce, peu avant l'élection, d'un arrêt avancé du couvre-feu et de la fin du port obligatoire du masque à l'extérieur, baptisé en grande pompe « initiative du président », était notamment censée profiter à ses candidats.

Macron a aussi décidé l'envoi en mission de ses ministres comme candidats sur les listes du parti

présidentiel. Ils n'étaient pas moins de cinq dans les Hauts-de-France, et autant en Île-de-France. Ceux censés être populaires, comme Dupont-Moretti dans les Hauts-de-France, ont été mis sur le devant de la scène. Enfin, le président a tenu à faire l'honneur de sa visite, en grande pompe, à quelques jours du scrutin, aux départements de la même région.

Tout cela s'est révélé contre-productif. Le rejet que Macron peut provoquer dans les milieux populaires a eu un effet repoussoir pour les listes de son parti. Ces ministres en mission conquérante dans les Hauts-de-France ont été éliminés dès le premier tour.

Paul Sorel

Retraites complémentaires : mauvais coups à venir

Le 21 juin, syndicats et patronat ont entamé des négociations sur le régime des retraites complémentaires Agirc-Arrco, dont le déficit a atteint 4,8 milliards d'euros en 2020, alors qu'il affichait un résultat positif de près d'un milliard d'euros en 2019.

La crise du Covid est passée par là, avec les fermetures d'entreprises et la hausse du chômage. Les cotisations ont diminué, tandis que les pensions continuaient à être versées et croissaient en nombre, comme il est normal, avec les nouveaux départs en retraite.

Patronat et syndicats doivent donc chercher de nouveaux moyens de renflouer les caisses et le représentant du Medef a été

clair : « Les actifs et les entreprises ont été mis à contribution pendant la crise. Il est logique que l'effort ne porte pas sur eux. » Gageons que ce sont surtout les entreprises, c'est-à-dire les patrons, qui pèsent le plus lourd dans les choix. Il s'agit donc de trouver quelques arrangements, qui ont déjà fait leur effet pour afficher un résultat positif en 2019, sans toucher aux cotisations patronales et donc en s'en prenant aux ressources

des travailleurs. Or la retraite complémentaire n'est pas négligeable, puisqu'elle représente entre le quart et le tiers de la pension pour un ouvrier et va même jusqu'à 60% de la retraite des cadres.

Fusion de deux caisses, l'une pour les cadres (Agirc), l'autre pour les salariés non cadres (Arrco), l'Agirc-Arrco fonctionne sur le modèle du système à points, dont le cumul est transformé en un complément de retraite, variable selon la valeur du point au moment du départ du salarié. Parmi les ficelles utilisées, il y a eu la sous-indexation du point, le report de sa revalorisation, l'application depuis 2019 de bonus-malus obligeant à partir un an plus tard en retraite, sous peine de voir sa pension complémentaire baisser de 10%.

Les représentants syndicaux et patronaux, gestionnaires des caisses, vont donc discuter des scénarios futurs, spéculant sur l'évolution de l'espérance de vie, sur une reprise économique... qui se manifeste pour le moment par des licenciements massifs. Cela peut durer des semaines, comme un ballon d'essai avant la réforme générale des retraites, que le Medef veut éviter pour le moment.

Mais une chose est sûre : il faudra plus que des discussions autour du tapis vert pour obliger le patronat à payer.

Sylvie Maréchal



Lors de la manifestation sur les retraites en mars 2018.

Affaire Adama Traoré : un procès mais toujours pas de justice

Le procès de Bagui Traoré et de trois autres hommes, accusés de tentative d'assassinat sur forces de l'ordre, commence devant la cour d'assises du Val-d'Oise. Une femme est également jugée pour complicité.

Il leur est reproché d'avoir participé, en juillet 2016, aux quatre nuits d'émeute à Beaumont-sur-Oise qui avaient suivi la mort d'Adama Traoré, le petit frère de Bagui. Quelques heures après qu'Adama a succombé, étouffé dans la

gendarmerie de Beaumont, un rassemblement s'était formé. Dans la nuit, des véhicules avaient été incendiés, marquant le début des affrontements avec les gendarmes et la police, au cours desquels des coups de feu avaient été tirés.

L'instruction judiciaire a estimé qu'il n'était pas établi que les mis en examen avaient l'intention de tuer : sur les 90 gendarmes et policiers qui se sont constitués partie civile, seuls six avaient été blessés en tentant de réprimer les protestations, seulement légèrement, puisqu'ils n'avaient eu qu'un ou deux jours d'incapacité de travail. Mais le procureur, ayant fait appel, a obtenu un procès pour



Manifestation contre les violences policières le 13 juin 2020 à Paris.

tentative d'assassinat. Ce procès s'apparente à une tentative de contre-feu des autorités, après la mort d'Adama étouffé par des gendarmes, qui ont été couverts dans un premier temps par le Parquet. Il a aussi un fort relent de vengeance puisque, depuis cinq ans, la famille Traoré et ceux qui les soutiennent multiplient les manifestations pour obtenir la vérité sur la mort d'Adama, combattant toutes

les tentatives de camoufler ce meurtre en accident médical, ou de le justifier par des accusations contre la victime.

Jusqu'à présent aucun des gendarmes qui ont couronné, arrêté et étouffé Adama n'est mis en examen. Par contre, le procès de ceux qui ont protesté contre les violences policières est organisé. La justice, comme on dit, suit son cours.

Lucien Déroit

Stationnement à Paris : une régulation par le racket

Mardi 15 juin, la mairie de Paris a annoncé des hausses importantes du prix du stationnement pour le 1^{er} août 2021.

Les tarifs visiteurs augmenteront de 4 à 6 euros l'heure de stationnement dans le centre de Paris, du 1^{er} au 11^e arrondissement, et de 2,4 à 4 euros l'heure dans les autres arrondissements.

Sous prétexte de lutter contre la pollution et les embouteillages, la mairie de Paris compte encore faire payer les usagers, bien souvent des travailleurs contraints d'utiliser leur véhicule. Pour ceux qui ne paient pas ou restent plus longtemps que ce pour quoi ils ont payé, les forfaits post-stationnements (FPS), un nom hypocrite pour ne plus parler d'amende, augmenteront dans les mêmes proportions. Et dès 2022, pour la première fois, les deux-roues devront également payer le stationnement, à 50 % du tarif prévu pour

les voitures. Seuls les deux-roues électriques ne sont pas concernés.

Pour ponctionner ainsi les conducteurs, la mairie de Paris utilise l'argument hypocrite des états généraux du stationnement, achevés en février dernier. Elle justifie son choix en affirmant que remplacer la moitié des places de stationnement en surface par des espaces verts aidera à lutter contre la pollution. Mais cela aux dépens de ceux qui utilisent leur véhicule pour venir travailler à Paris et habitent en banlieue.

Les problèmes de pollution, de stationnement, et les embouteillages en région parisienne, comme dans toutes les grandes agglomérations, sont liés à l'organisation de la société actuelle. Dans le

cadre d'une urbanisation anarchique, les entreprises se sont installées et déplacées, au fil du temps, là où les profits étaient meilleurs et les coûts moindres. D'autre part, la spéculation immobilière a poussé les familles populaires à s'installer de plus en plus loin du centre, où les prix sont devenus inabornables.

Faute de pouvoir réellement agir sur cette situation, les dirigeants utilisent la contrainte et les hausses de tarifs pour réguler la circulation et le stationnement. Depuis des années, les conducteurs qui ont des véhicules trop polluants, et qui n'ont pas les moyens d'en changer, sont progressivement interdits de circuler dans Paris et sa couronne. Ces dernières hausses de tarifs sont un pur racket aux dépens des travailleurs en voiture ou en deux-roues.

Charles Legoda

Violences urbaines : un grand plan de bla-bla

Après la mort de deux jeunes dans l'Essonne en février dernier, suite à une rixe entre deux bandes rivales, le gouvernement avait promis un plan contre les violences des bandes. En matière de plan, la montagne a accouché d'un souriceau.

Ce plan ne prévoit aucun investissement supplémentaire, mais se contente de lister des dispositifs déjà existants, en feignant parfois de les inventer. Ainsi, il

se gargarise de l'embauche de 300 éducateurs supplémentaires à la mi-juillet, embauche déjà en route depuis janvier dernier. Le gouvernement n'a pas plus de plan contre les violences urbaines que de plan contre le chômage, ou toute autre cause prétendue nationale. Son cinéma ne fait que souligner à quel point le sort de la population lui est indifférent.

Aline Urbain

Euro de foot : on ne badine pas avec la pub

Il y a des gestes, de la part de certains footballeurs, que l'UEFA, l'organisme politico-sportif qui pilote la coupe d'Europe, ne tolère pas. Insultes racistes ? Tacle décollé par derrière ? Pas exactement. Ce qui lui a fait sortir le carton jaune, c'est qu'en conférence de presse, les joueurs Cristiano Ronaldo et Paul Pogba ont déplacé hors du champ de la caméra des bouteilles de Coca-Cola et de Heineken. Agitant carrément la menace de sanctions, l'UEFA leur a rappelé qu'on ne touche pas aux sponsors.

Et pour cause ! Ce seul geste des footballeurs a fait perdre à Coca-Cola quatre milliards de dollars en



Ronaldo se saisit des bouteilles de Coca-Cola pour les écarter.

Bourse. Or, si les équipes peuvent perdre, Coca-Cola est censé gagner à tous les coups. L'histoire ne dit pas ce qui est plus absurde : qu'un sportif comme Cristiano Ronaldo doive servir de

panneau publicitaire à une boisson aussi peu diététique que le Coca-Cola, ou le fait que la capitalisation de cette firme puisse dépendre du déplacement d'une bouteille.

Thomas Baumer

Redon : dans quel camp sont les casseurs ?

Pour évacuer les participants d'une rave party qui se tenait dans la nuit du 18 au 19 juin à Redon, près de Nantes, les gendarmes ont procédé avec une violence que rien ne semblait justifier.

Après les jets de grenades lacrymogènes, la dispersion des jeunes à coups de matraque – l'un d'eux a d'ailleurs perdu une main lors de l'affrontement –, les gendarmes, comme si s'en prendre aux danseurs ne leur suffisait pas, ont attaqué le matériel de sonorisation à coups de hache et de masse. Les dégâts sont évalués entre 100 000 et 200 000 euros.

Ces destructions ayant été opérées en toute illégalité, les autorités, procureur et préfet, se sont empressées de dégager leur responsabilité en affirmant qu'aucun ordre de destruction n'avait été donné et qu'il n'y avait pour l'instant pas lieu d'ouvrir une enquête ou une instruction. Pourtant les images, dont certaines émanaient du ministère de l'Intérieur, parlent d'elles-mêmes.

Cette rave party avait été organisée en mémoire de Steve Maia Caniço, mort noyé dans la Loire à Nantes en 2019, pendant la fête de la Musique. Il avait fallu deux ans d'enquête pour que l'analyse des relevés de son téléphone ait « permis de situer le moment de la chute de M. Maia Caniço dans la Loire [...] dans le temps de l'intervention de la police nationale », selon le communiqué du procureur de Rennes. C'est bien long, pour comparer des données connues dès le début de l'enquête !

Peut-être que, dans plusieurs années, les casseurs en uniforme auront à répondre des dommages causés aux appareils. Entretemps, ils auront toujours libre cours pour cogner sur des manifestants.

Marianne Lamiral

AstraZeneca : condamné... à continuer de faire ce qu'il veut

La décision rendue par le tribunal de Bruxelles, vendredi 18 juin, a sans surprise été très clémentine envers le trust pharmaceutique AstraZeneca, accusé par la Commission européenne de ne pas avoir livré à temps les doses de vaccins auxquelles il s'était engagé.

Le tribunal a ainsi seulement évoqué un comportement « fautif », alors que ce trust est responsable des retards de la campagne de vaccination. En effet, durant le premier trimestre 2021, en pleine deuxième vague de l'épidémie de Covid, AstraZeneca n'a livré que 30 millions de doses, sur les 100 millions promises, et les trois mois suivants à peine 70 millions, sur 200 millions promises. Combien de morts supplémentaires cette pénurie a-t-elle entraînés ? Il y a quelques mois, un médecin écrivait : « 100 000 personnes

vaccinées aujourd'hui plutôt que demain, ce sont 40 morts de moins. »

En plus, le tribunal n'a condamné le trust pharmaceutique à aucune amende pour le préjudice passé. Il l'a seulement obligé à verser d'ici le 27 septembre 50 millions de doses, au lieu des 200 millions manquantes, que le trust s'était engagé par contrat à livrer. Et si AstraZeneca ne le fait pas, il devra payer dix euros par dose manquante, beaucoup moins que ce que demandait la Commission européenne, qui voulait que ce



FLAVIO LO SCALZO REUTERS

soit dix euros par jour de retard.

Malgré cela, celle-ci s'est déclarée satisfaite. Si elle a attaqué AstraZeneca en justice, c'est surtout pour faire mine de réagir, parce que la pénurie a tellement choqué la population. À cela, s'est sans doute ajoutée la guerre économique actuelle entre les dirigeants des États de l'Union européenne (UE) et ceux de l'Angleterre. Les premiers reprochent en effet surtout à AstraZeneca, qui est un groupe capitaliste anglo-suédois, d'avoir donné plus de doses à l'Angleterre qu'aux pays de l'UE. Ce qui est vrai. Mais si, sur le

premier trimestre, le groupe n'a livré que 18% des doses promises aux pays de l'UE, il n'en a de toute façon versé que 37% à l'Angleterre.

Pendant le procès, les dirigeants d'AstraZeneca n'ont cessé de pleurnicher que « c'est choquant d'être accusé de fraude », car ils ont eu des « problèmes techniques ». Mais la pénurie n'est en rien accidentelle. Ils en sont responsables, car ils ont géré la production du vaccin en fonction exclusivement de la rentabilité et du profit. Non seulement ils n'ont pas développé de moyens supplémentaires pour produire les vaccins,

mais ils n'ont utilisé que la moitié des usines mentionnées dans le contrat passé avec la Commission européenne.

AstraZeneca n'est pas le seul responsable de la pénurie généralisée des vaccins : tous les autres groupes pharmaceutiques se sont comportés de la même manière. Quant aux États et aux dirigeants de l'UE, ils ont été comme d'habitude complices, en laissant ces trusts faire ce qu'ils voulaient et en ne les contraignant pas à fabriquer les vaccins en quantité et quoi qu'il en coûte.

Arnaud Louvet

Internes épuisés : les ravages de la politique de santé

Samedi 19 juin, des internes en médecine ont manifesté dans plusieurs villes, dans le cadre d'une grève de deux jours appelée par l'intersyndicale nationale des internes.

À Paris, ils étaient une centaine. Ils dénoncent leur charge de travail énorme, leur épuisement, mais aussi l'omerta à ce sujet dans le milieu médical.

Les internes, qui sont 30 000 à l'échelle du pays, sont des étudiants en médecine en cours de spécialisation. En pratique, ils servent de palliatif au manque de médecins diplômés dans les hôpitaux et en occupent les fonctions. Leur charge de travail moyenne en période normale dépasse les cinquante heures par semaine. Mais ces derniers mois, lors des deuxième et troisième vagues de Covid,

plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir fait plus de quatre-vingt-dix heures !

Depuis des mois, certains parmi eux dénoncent cette situation catastrophique, qui a provoqué burn-out, dépressions et plusieurs suicides depuis le début de l'année. Sans parler de ce qu'affirmaient des banderoles dans la manifestation : « Internes épuisés = patients en danger. »

La mobilisation des internes est tout à fait justifiée. Cependant, la revendication portée par l'intersyndicale se limite à l'application du maximum légal de 48 heures de travail

par semaine, sans rien dire du problème des effectifs. Or les internes sont bien les victimes, comme le reste du personnel soignant et comme le reste de la société, de la politique de diminution des postes de soignants, dont sont responsables tous les

gouvernements depuis des décennies. Au-delà de l'épuisement physique et moral, cette pénurie organisée, allée au sentiment qu'on ne peut pas laisser les patients sans soins, engendre chez les internes une pression accrue pour tout accepter.



Les internes en médecine manifestent contre la surcharge de travail, le 19 juin.

Où mène cette pénurie, c'est l'objet de témoignages qui se sont récemment multipliés, ainsi que d'une étude publiée en octobre, à laquelle ont participé 20% des internes. D'après ceux-ci, les agressions physiques, sexuelles et psychologiques à leur encontre sont complètement banalisées, et atteignent des niveaux ahurissants. 93% des internes interrogés déclarent même avoir subi des violences psychologiques de la part de médecins qui les encadrent.

La situation des internes est un révélateur, parmi tant d'autres, des ravages que subit tout le système de santé. Leur lutte ne peut être isolée de celle du personnel des hôpitaux.

Thomas Baumer

Covid ou cancer, les profits des laboratoires d'abord

Dans le traitement du cancer du sein triple négatif métastatique, l'un des plus dangereux car, comme son nom l'indique, il diffuse très vite dans l'organisme, un nouveau médicament représente un réel espoir thérapeutique : le Trodelvy.

Sans pouvoir espérer les guérir de ce cancer, qui touche en priorité des femmes d'environ 40 ans, ce médicament permet de doubler leur espérance de vie, de 14 mois en moyenne

sans le Trodelvy.

Mais, ce progrès, seules les malades américaines – du moins les plus riches – car le traitement coûte près de 90 000 dollars – en bénéficient aujourd'hui :

le laboratoire américain Gilead, qui fabrique le Trodelvy, ne le fabrique qu'aux USA, avec des capacités de production insuffisantes pour fournir le reste de la planète. En Europe, une usine en construction en Italie serait opérationnelle fin 2021... juste au moment où Gilead obtiendrait l'autorisation de mise sur le

marché européen.

En attendant, Gilead annonce avoir, dans sa grande bonté, prélevé « quelques milliers de flacons sur la production américaine pour quelques dizaines de personnes en situation d'urgence ». Dans les faits, 78 femmes seront soignées en Europe, alors qu'en France seule, elles sont plus de 600 à souffrir

de ce cancer.

Il est vrai que, vu le prix du traitement (plus de 8 700 euros), la production de masse et à bas prix n'est pas une priorité pour Gilead. Le laboratoire n'en a pas eu besoin pour annoncer un chiffre d'affaires 2020 de 30 milliards de dollars et un bénéfice de 5 milliards.

Cédric Duval

Iran : la tête change, pénuries et corruption demeurent

Vendredi 18 juin, Ebrahim Raïssi, candidat ultraconservateur, a été élu président de la République islamique d'Iran pour succéder au « réformateur » Hassan Rohani, en poste depuis huit ans.

Comme dans tous les pays, y compris les prétendues démocraties occidentales, les élections ne sont qu'un reflet déformé de l'opinion de la population. Avec 62 % des suffrages exprimés pour un taux d'abstention de 51 %, Raïssi a obtenu le même nombre de voix qu'en 2017, où il avait été battu. Cette année, le Conseil des gardiens de la Constitution avait écarté la majorité des candidatures, dont les plus connues du camp dit réformateur. Avant de mobiliser les électeurs conservateurs qui soutiennent le régime issu de la révolution de 1979, soit 17 millions sur 59 millions d'inscrits, Raïssi a d'abord été choisi par le guide suprême des ayatollahs, Ali Khamenei, dont il pourrait être le successeur.

Actuel chef du pouvoir judiciaire, Raïssi a supervisé la répression des manifestants contre la vie chère en novembre 2019, ou celle de divers opposants traqués jusqu'à l'étranger. Il a aussi participé en 1988, alors jeune juge, aux exécutions massives des militants ouvriers et de

gauche emprisonnés dans les geôles iraniennes après avoir soutenu l'instauration de la république islamique. Le terme d'ultraconservateur, voire de réactionnaire, lui convient certes très bien.

Mais les termes de réformateurs, conservateurs, ultraconservateurs, utilisés par les médias, sont trompeurs. Plus que des divergences politiques ou idéologiques, ce qui sépare ces différentes cliques est leur rivalité pour accéder au pouvoir et donc à la mangeoire. Ainsi Ali Larijani, le principal « réformateur » écarté des élections, appartient à une riche famille de notables. Président de l'Assemblée nationale jusqu'à l'an dernier, il a longtemps été un conservateur proche de Khamenei. Sa disgrâce l'a transformé en réformateur...

Rohani est salué par les Occidentaux pour avoir signé en 2015 avec les grandes puissances l'accord sur le contrôle du nucléaire iranien, dénoncé par Trump en 2018. Mais le même Rohani a inauguré son deuxième mandat, durant l'hiver 2017-2018,



Affiche pour la présidentielle sur une avenue de Téhéran, le 16 juin.

en réprimant féroce les révoltes populaires contre la cherté de la vie, les pénuries, le vol de l'eau des paysans ou celui des économies des gens modestes par des banquiers véreux, et plus généralement en protestation contre la corruption qui sévit partout dans le pays.

Quant à l'accord sur le nucléaire, il n'aurait pas pu être signé sans l'aval de l'ayatollah Khamenei, et Raïssi a promis durant sa campagne de tout faire pour

le réactiver. L'enjeu pour les dirigeants iraniens, quelle que soit leur étiquette, est de pouvoir exporter de nouveau du pétrole en accédant au marché mondial. À ce jour, Biden a remplacé Trump, mais les États-Unis multiplient les exigences pour revenir dans l'accord et maintiennent un sévère embargo, dont sont victimes en premier lieu les classes populaires iraniennes. Cet embargo s'ajoute à la corruption générale, et aux

conséquences de la pandémie de Covid, pour provoquer des pénuries de toutes les denrées importées, y compris les médicaments et les vaccins, et une flambée de tous les prix.

L'abstention massive, notamment parmi les classes populaires, s'explique au moins autant par ces difficultés permanentes que par l'absence de candidats susceptibles de concurrencer celui du guide suprême.

Xavier Lachau

Sommet du G7 : la Chine dans le viseur

Réunis pour la première fois depuis le remplacement de Trump par Biden, les dirigeants du G7, les sept principales puissances mondiales (États-Unis, Canada, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Japon et Italie) ont tenté lors de leur sommet du 13 juin d'afficher des positions communes, malgré leurs rivalités.

Pandémie oblige, les dirigeants des pays riches ont proposé de fournir, d'ici un an, 1 milliard de doses de vaccins pour les pays pauvres, les États-Unis en fournissant la moitié. Un tel engagement, maintenant qu'une partie importante des habitants des pays riches va être vaccinée, est d'abord un beau cadeau pour Pfizer, Moderna, AstraZeneca et autres firmes pharmaceutiques qui fourniront les doses au prix fort. En effet la levée des brevets n'est pas pour demain : les dirigeants du G7 se sont seulement « engagés à poursuivre les discussions devant l'OMS ».

L'autre sujet qui a agité ce G7, ce sont les relations avec la Chine. Si le langage de Biden tranche avec celui de Trump, sa politique n'en est pas très différente. Comme lui, il fait de la Chine « un concurrent déloyal » qui menacerait les capitalistes américains et l'hégémonie occidentale dans le monde. En cause, une fois encore, « les routes de la soie »,

c'est-à-dire les partenariats économiques et les voies de transport que la Chine cherche à ouvrir vers l'Europe mais aussi vers l'Afrique et d'autres pays pauvres. Le lendemain du G7, lors du sommet de l'Otan à Bruxelles – cette alliance militaire construite contre l'ancienne Union soviétique –, la Chine a été pour la première fois désignée comme « une menace grandissante » et ses ambitions qualifiées de « défis systémiques pour l'ordre international ».

Quoi qu'en disent Biden et les dirigeants occidentaux, et malgré l'arrivée de grandes firmes chinoises sur le marché mondial, la Chine est évidemment bien loin de menacer l'hégémonie américaine. Les « routes de la soie » si décriées serviront au moins autant aux pays européens pour exporter des marchandises vers la Chine que l'inverse. Quant à la menace militaire, pour en accuser la Chine, il faut une sacrée dose de cynisme aux puissances occidentales, dont

la France, qui envoient leurs sous-marins, leurs porte-avions et autres navires patrouiller en mer de Chine du sud, à des dizaines de milliers de kilomètres de leurs propres côtes. Celles qui se comportent en fauteurs de guerre sont d'abord les puissances impérialistes, à commencer par les États-Unis, décidées à conserver coûte que coûte leur hégémonie dans une économie capitaliste en crise.

Ces puissances sont en

concurrence entre elles et ne jouent pas dans la même division. D'un côté, l'Allemagne, la France, le Japon ou l'Italie ne veulent pas compromettre les affaires de leurs capitalistes nationaux, menacés de représailles par le gouvernement chinois. Mais, par ailleurs, les dirigeants européens sont très dépendants du marché américain (5 000 milliards de dollars par an), et n'ont d'autre choix que d'emboîter le pas à Biden. Le « péril jaune » qu'ils mettent

en scène leur permet de désigner un bouc émissaire aux travailleurs et de justifier des sacrifices imposés au nom de la compétitivité face à la Chine.

Quelles que soient les réserves des uns et des autres, la logique de la guerre commerciale s'impose aussi, avec les tensions diplomatiques qui en découlent, voire les tensions militaires qui peuvent conduire à la guerre tout court.

X. L.



Les dirigeants du G7 réunis le 13 juin.

Italie : lutter pour ne pas subir

Cet article est traduit de la lettre d'information de nos camarades italiens qui éditent *l'Internazionale* (Italie-UCI).

Vendredi 18 juin, près de Novare, dans le nord de l'Italie, un ouvrier de 37 ans, Adil Belakhdim, a été renversé et tué par un camion. Cet ouvrier, représentant syndical, participait à un sit-in devant un entrepôt Lidl, dans le cadre d'une journée de protestation appelée par les syndicats de base du secteur de la logistique pour faire annuler les 245 licenciements annoncés à la société Fedex-Tnt. La mort tragique d'Adil est un épisode de la lutte de classe féroce en vigueur dans ce secteur, où règnent la précarité et la surexploitation.

Il n'est pas nécessaire de commenter les indignations officielles des ministres et autres politiciens. On les avait déjà entendus quelques jours plus tôt, après les attaques de nervis patronaux contre le piquet de grève des travailleurs de l'entrepôt de Lodi, qui avaient fait découvrir «aux journalistes et même au ministre du Travail, l'exploitation effrénée de dizaines de milliers de préparateurs de commandes et manœuvres, parmi lesquels de nombreux travailleurs immigrés, soumis au chantage permanent du renouvellement de leur titre de séjour. Cela explique d'ailleurs que personne, à

part les syndicats de base, ne s'en soit jamais occupé sérieusement.

Les responsables de cet état de fait sont d'abord les patrons, petits et grands, qui utilisent un système de sous-traitance en cascade et de fausses coopératives pour baisser les salaires bien en dessous des normes contractuelles et pour prolonger les horaires au-delà de toute limite. Dans ce secteur, impossible de s'abriter derrière «la crise» pour tout justifier car, déjà en forte expansion avant la pandémie, il a encore prospéré pendant. Les patrons se sont donc remplis les poches avant et pendant la crise sanitaire.

Mais on ne peut taire les responsabilités de l'État. Tous les gouvernements des trente dernières années ont contribué à aplanir la voie pour une bourgeoisie particulièrement sans scrupules, avec une série de lois qui permettent toutes les formes de précarité. Mais les patrons ne se contentent plus du paradis que leur a taillé la législation italienne. Ils en veulent davantage et ne s'embarrassent même plus des quelques lois existant encore pour protéger les travailleurs. (...)

Tout cela démontre que



Le 22 juin, manifestation de solidarité après la mort d'Adil.

deux partis s'affrontent : celui des patrons et celui des travailleurs. Nous avons vu de quel côté se trouvent les gouvernements, les partis et les institutions étatiques. Les sommets des grandes centrales syndicales, quant à eux, ont été jusqu'à présent trop occupés à se montrer «respectables» aux yeux des classes dirigeantes pour se consacrer sérieusement à la défense des droits de ces travailleurs.

Mais la précarité, les licenciements et la misère ne menacent pas seulement les travailleurs de la logistique, les ouvriers agricoles ou les manœuvres du bâtiment. Entre 2019 et 2020, le nombre de personnes en état de pauvreté absolue a augmenté d'un million en Italie :

cela représente pour la bourgeoisie un énorme réservoir de sans-travail et sans-ressources, qui pèse sur toutes les catégories et aggravera les conditions de travail dans tous les secteurs, si aucune réaction collective ne vient des travailleurs.

Aujourd'hui déjà, le chef de famille est ouvrier dans 13 % des familles pauvres, suivant les critères de l'Istat (l'institut statistique italien). La précarité fait tache d'huile partout et devient la condition d'emploi normale des ouvriers. L'augmentation du nombre de morts au travail en est un autre signe.

Les objectifs d'une lutte d'ensemble découlent des nécessités imposées par la situation : à travail égal, salaire

égal ; fin des contrats flexibles et, pour faire face aux variations des commandes et des productions, répartition des heures de travail entre tous, en maintenant les salaires ; interdiction des licenciements ; des salaires qui permettent de vivre décemment. Du travailleur de la logistique à l'infirmière, en passant par l'ouvrier de la métallurgie et le maçon, tous les travailleurs sont concernés par ces objectifs.

Dans le passé, la classe ouvrière a su mettre toute sa force dans la balance et cela a payé. Il s'agit aujourd'hui de militer pour revenir à ce genre de mobilisations. Cela concerne tous les travailleurs qui en comprennent la nécessité.

L'Internazionale

John Elkann Agnelli, chevalier du capital

Le président de la République italienne, Sergio Mattarella, a décerné le titre de chevalier du travail à John Elkann, rejeton de la famille Agnelli.

Cette grande famille capitaliste règne sur Fiat, devenu FCA et intégré au groupe Stellantis après son mariage avec PSA. Le petit-fils Agnelli, qui à la suite des alliances a un nom américain, est à la tête d'une fortune personnelle estimée à deux milliards de dollars. Il est resté à la tête de FCA et d'Exor, la société d'investissement contrôlée par la famille.

Après avoir promis d'en finir avec le chômage technique – largement financé par le gouvernement – et de reprendre tous les travailleurs, FCA a reçu des aides de l'État pour investir. Elkann s'est ensuite assis sur ses

promesses et les travailleurs de FCA continuent à subir le chômage partiel, les salaires amputés et les conditions de travail plus dures.

Dans le monde capitaliste, dont l'objectif principal est de doper les profits, cela mérite une petite reconnaissance officielle. Le gouvernement italien a donc su lier l'action concrète consistant à arroser FCA d'argent public, au geste symbolique conférant à Elkann le titre de chevalier du travail, qui récompense «le courage et l'intelligence entrepreneuriale». Un titre vraiment...capital!

N. C.

Réfugiés : les damnés de la terre

À l'occasion de la journée mondiale des réfugiés, fixée au 20 juin, l'ONU a publié son rapport annuel. Celui-ci estime à 82,4 millions le nombre de réfugiés dans le monde, soit le double d'il y a dix ans.

Et ce nombre augmente d'année en année. Cela signifie que 1 % de la population mondiale est chassée de chez elle et poussée à l'exil. 48 millions de personnes ont été contraintes de se déplacer à l'intérieur de leur propre pays. Les deux tiers de tous ceux qui ont fui à l'étranger sont originaires de seulement cinq pays : la Syrie (6,7 millions), le Venezuela (4 millions), l'Afghanistan (2,6 millions), le Soudan du Sud (2,2 millions) et la Birmanie (1,1 million). Parmi eux, 42 % ont moins de 18 ans. Près d'un million d'enfants sont nés en tant que réfugiés entre 2018 et 2020.

À propos de la période de la pandémie, un responsable de l'ONU a déclaré à l'AFP : «*Tout s'est arrêté, y compris l'économie, mais les guerres, les conflits, la violence, les discriminations et*

les persécutions – tout ces facteurs qui poussent les gens à fuir – ont eux continué».

Le rapport note qu'au plus fort de la pandémie plus de 160 pays avaient fermé leurs frontières. Cette situation dramatique d'une fraction importante de la population mondiale est profondément liée à l'ordre social existant. Le capitalisme pille la planète tout entière, sans permettre

à des milliards d'êtres humains de se nourrir, d'avoir accès à l'eau courante, de se soigner. Loin de favoriser le développement économique, il aggrave la misère, utilise les dictatures et engendre des guerres pour les richesses.

Ces dizaines de millions de réfugiés sont les damnés de la terre actuels de ce système économique aussi injuste que barbare. L'explosion de leur nombre montre surtout que ce système entraîne toute l'humanité vers la catastrophe.

Denis Aler



Camp de réfugiés en Turquie.

SNCF - Île-de-France : succès de la grève des conducteurs

Lundi 21 juin, la grève des conducteurs de train d'Île-de-France a été bien suivie. La SNCF n'a pu faire circuler qu'un train sur trois sur la plupart des lignes RER, malgré l'utilisation du « pool fac », cette réserve de conducteurs destinés à remplacer les grévistes.

Certaines dessertes n'étaient assurées en grande banlieue que par les autobus.

Le taux de grévistes a montré l'ampleur du mécontentement. Il était de 97% sur les lignes D et R, de 56,4% sur la ligne C, de 73% sur le Tram-Train, de 60% sur la ligne B de Paris Nord, de 67% sur la ligne E. Quasiment partout, les taux de grévistes étaient supérieurs à 50%. Hormis sur Paris-Nord, où seul Sud-Rail appelait à la grève, il s'agissait d'un appel commun des

syndicats.

Le mécontentement des conducteurs est profond, ainsi que leur inquiétude. Quelle que soit la forme concrète, dans tous les dépôts ils sont confrontés à une dégradation brutale de leurs journées de service et de leurs roulements, conséquence de la politique de suppression d'effectifs. Ainsi, la direction impose un sous-effectif de conducteurs de manœuvre, chargés d'acheminer en gare les trains sans voyageurs depuis les ateliers ou dépôts.

Elle reporte cette charge de travail sur les conducteurs de ligne, qui voient ainsi leurs journées de service s'allonger. Elle applique ainsi la politique patronale : supprimer l'emploi des uns pour surcharger les autres.

Transilien, qui chapeaute tout le trafic Île-de-France, étudie la suppression de ces conducteurs de manœuvre d'ici 2023. Sur les lignes N et U de la banlieue de Montparnasse, ceux-ci étaient en grève à 76%.

Partout la productivité maximale est demandée et les délais de commande du personnel sont rétrécis, obligeant les conducteurs à être à disposition de l'entreprise. La direction s'est servie de l'improvisation générée par le Covid pour habituer les agents



de conduite à se considérer comme une réserve disponible à tout moment. Et la direction tente d'utiliser dans sa propagande le chantage de l'ouverture à la concurrence pour justifier le recul des conditions de travail, au nom de la compétitivité.

Les cheminots ne sont pas dupes. La réussite de cette journée, bien que limitée aux seuls conducteurs d'Île-de-France, montre la voie à suivre pour l'ensemble des travailleurs du rail.

Correspondant LO

Transports : ouverture à la concurrence et offensive antiouvrière

Les travailleurs du transport sont, comme tous les travailleurs, confrontés depuis des années à des attaques en règle concernant l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

Près de la moitié des emplois ont disparu à la SNCF depuis les années 1980. Les salaires sont bloqués depuis des années et les droits à la retraite ont reculé, à la SNCF comme à la RATP. Les gouvernements et leurs patrons ont mené à l'échelle locale comme nationale une guerre permanente aux travailleurs du transport, qui heureusement ne sont pas restés sans réagir.

Dans cette guerre, la bourgeoisie veut utiliser une nouvelle arme : celle de l'ouverture à la concurrence. Ainsi, la RATP avait jusqu'à aujourd'hui un monopole sur une partie du réseau bus de l'Île-de-France. À partir de 2025, Île-de-France Mobilités, qui dépend de la région, désignera l'entreprise qui exploitera telle ou telle ligne, au travers d'appels d'offres. La SNCF avait de son côté le monopole du transport des voyageurs sur le réseau ferré national. Ce monopole a pris fin depuis décembre 2020. Des appels d'offres peuvent être organisés pour les TER (trains express régionaux) depuis cette date et seront obligatoires à partir de 2023, comme pour le Transilien ou les trains interrégionaux. En cas de changement d'exploitant, les travailleurs, tant de la RATP que de la SNCF, affectés aux lignes en question, seront transférés au

nouveau titulaire. Évidemment l'objectif du patronat et du gouvernement est d'en profiter pour faire reculer de manière considérable les conditions de travail et de rémunération.

La RATP n'attend pas 2025 et veut imposer dès 2022 un cadre social territorialisé (CST), sorte de convention collective des conducteurs de bus commune à toutes ses filiales, avec un allongement de la journée de travail, une diminution du nombre de repos et une flexibilité accrue des horaires. Le chantage de la direction est : « Si vous voulez que nous conservions les marchés, vous devez accepter de nouvelles dégradations. » Il en va de même chez les cheminots qui ne seraient plus soumis à la réglementation actuelle du travail mais à une convention collective du ferroviaire, avec des dispositions extrêmement régressives.

La RATP et la SNCF ne sont pas les victimes, mais les artisans de cette mise en concurrence, et créent pour postuler aux appels d'offres des filiales afin de déroger à leur propre réglementation du travail. Au travers de cette mise en concurrence, il s'agit bien de faire reculer les conditions de travail et d'existence des travailleurs du transport. Dès aujourd'hui, ceux-ci doivent

s'opposer à tout recul et toute dégradation, en mettant en avant leurs revendications de classe. Ils doivent s'opposer à la division et à la concurrence que les patrons tentent d'instaurer entre travailleurs du transport, en mettant de côté tout corporatisme. Le but n'est pas d'obtenir que telle ou telle entreprise considérée comme plus favorable emporte l'appel d'offres, mais que tous les travailleurs du transport conservent leur emploi, aient la garantie d'un salaire et de conditions de travail dignes de ce nom, quel que soit leur patron.

Les élections régionales sont l'occasion d'une

nouvelle tromperie. Plusieurs candidats de gauche promettent, s'ils sont élus à la tête de la région, de privilégier la SNCF et la RATP dans les appels d'offres ou de s'opposer à cette mise en concurrence. Mais se fier à ces promesses serait oublier qu'il y a eu sur ce plan une parfaite continuité entre la gauche et la droite depuis vingt-cinq ans.

C'est la droite qui a voté la division de la SNCF en 1997, mais c'est Gayssot, ministre communiste des Transports de Jospin, qui l'a mise en œuvre. En 2014, c'est à nouveau le PS, alors qu'il avait la majorité à l'Assemblée nationale, qui a

imposé la réforme ferroviaire. Il a cette fois divisé la SNCF en trois établissements, transféré les 50 000 cheminots de l'Infrastructure à une nouvelle société, SNCF Réseau et finalisé la préparation à la mise en concurrence et à la privatisation du transport voyageurs. C'est encore le PS, en 2016, qui a imposé un décret-socle dans le secteur ferroviaire, permettant un recul considérable de la réglementation du travail.

Les travailleurs doivent ne compter que sur leurs luttes et se méfier de tous les faux amis qui se sont révélés de vrais ennemis.

Correspondant LO



PHILIPPE RENAULT OUEST FRANCE

Renault – Flins : le 22 juin, un rassemblement “tous ensemble”

L'orage n'a pas découragé les participants au rassemblement du 22 juin devant l'usine Renault de Flins. La direction, elle non plus, n'a pas pu empêcher 300 à 400 travailleurs de se retrouver à l'entrée principale de l'usine, à partir de 11 heures, pour dénoncer sa politique de destruction d'emplois.

Les patrons de l'usine l'avaient annoncé la veille : ils interdisaient que le rassemblement appelé par la CGT se tienne sur le parking de l'usine. Pour une fois, ils ont tenu parole. Non seulement tous les gardiens avaient été mobilisés, qu'ils le veuillent ou non, pour interdire l'entrée aux manifestants des autres usines, mais les forces de police étaient déployées pour faire respecter l'ordre patronal.

Contestée dans sa politique depuis plusieurs semaines, la direction de Renault Flins n'a pas dû apprécier cette nouvelle journée de grève qui lui a occasionné une perte de production. Alors, entendre

sous ses fenêtres des centaines de manifestants applaudir les représentants des grévistes dénonçant au micro ses mensonges successifs sur l'avenir de l'activité, était sans doute de trop ! Mais elle a bien dû les subir.

Une fois barnums, abris et camionnette sono montés en un clin d'œil à l'entrée, bien des participants ont dû rester sous les parapluies faute de place. Aux représentants des grévistes et aux militants syndicaux de Renault Flins ont succédé des syndicalistes CGT et des militants des sites de Cléon, Sandouville, Lardy, Guyancourt, Choisy-le-Roi, Batilly, des Fonderies du Poitou. La politique de sauvegarde



des profits aux dépens des travailleurs étant la même chez tous les constructeurs, la voix des travailleurs de PSA-Stellantis s'est fait entendre aussi, venus de l'usine toute proche de Poissy ou de Douvrin dans le Pas-de-Calais, de même qu'une délégation de Toyota Valenciennes.

Les 24 milliards de bénéfices accumulés par Renault en dix ans doivent être utilisés pour maintenir tous les emplois, puisque du travail, il y en a et qu'il suffirait de le

répartir entre tous, qu'ils soient embauchés, intérimaires ou employés des sous-traitants. Les dirigeants de Renault ont pour politique de vendre cher du haut-de-gamme, bien plus rentable pour les actionnaires, et donc de transformer l'usine de Flins en fournisseur de pièces pour réparer les vieux véhicules que beaucoup devront conserver, faute de pouvoir en acheter un neuf. Les patrons de Flins veulent rassurer les 4000 travailleurs du site en mentant sans

vergonne, mais ceux qui les croient sont de moins en moins nombreux. Face à l'accumulation de mensonges et d'attaques, il est indispensable d'agir maintenant, en commençant par « maintenir la direction sous pression ».

Et comme le disait un militant de PSA Poissy, « ça faisait chaud au cœur de se retrouver Renault et PSA tous ensemble ». Un « tous ensemble ! » repris par des manifestants bien décidés à ne pas en rester là.

Correspondant LO

Contre le chômage : répartition du travail entre tous sans diminution de salaire

Lutter contre la guerre que mènent les patrons est vital mais la question essentielle reste : sur quels objectifs ? La « politique industrielle » que met en avant la CGT n'offre pas aux travailleurs une perspective réelle.

Bien avant la crise sanitaire, le trust automobile Renault avait déjà décidé de supprimer 15 000 emplois dans le monde, dont 4 600 en France. Aujourd'hui, il veut faire croire que sa décision est liée aux difficultés du marché automobile. De son côté, PSA ne cesse depuis des années de fermer des usines et a supprimé des dizaines de milliers de postes, rien qu'en France. Il en est de même pour les autres groupes automobiles. Avec ces attaques, les patrons cherchent à accroître leurs profits aux dépens des travailleurs, que le marché automobile se réduise ou pas.

Le PDG de Stellantis, Carlos Tavares, explique aux ouvriers italiens de Fiat, qui a fusionné dernièrement avec PSA pour former le nouveau groupe, qu'ils seraient moins compétitifs que ceux de France. En France, à l'usine de Douvrin, le patron veut faire croire que la

fermeture serait liée au fait que les ouvriers de Hongrie seraient plus rentables. Pendant ce temps, en Autriche, aux ouvriers d'Opel – qui a été racheté par PSA – il explique qu'ils vont perdre leur emploi car les travailleurs en France seraient, cette fois, plus rentables. Une partie de la production de cette usine d'Autriche est faite désormais à Valenciennes, mais aucun emploi n'a été créé pour autant. Au contraire, PSA a continué, à Valenciennes comme à Vienne, de supprimer des emplois. Toute la politique patronale est basée sur cette mise en concurrence des travailleurs.

Pourtant, la direction de la CGT comme bien des partis politiques de droite, d'extrême droite ou de gauche, affirment que le problème est celui des délocalisations. Pour sauver des emplois, il faudrait donc imposer aux capitalistes soit de relocaliser des productions

en France, soit de fabriquer de nouvelles voitures qui se vendraient mieux. Comme si les patrons avaient besoin des conseils des dirigeants syndicaux pour savoir comment faire du profit ! La CGT appelle cela sa « politique industrielle » et appelle donc les travailleurs à se battre pour obtenir des relocalisations de productions, ou pour influencer les patrons afin qu'ils acceptent de produire ces nouvelles voitures.

Tout cela revient à faire croire que les licenciements seraient liés à une production trop faible. Mais c'est un mensonge. Quand les ventes explosaient, jamais aucun patron n'a embauché en proportion. Et comment expliquer que souvent les cadences explosent, y compris dans des usines qui sont menacées de fermeture ? Les heures supplémentaires et les samedis travaillés obligatoires se multiplient partout, que la production augmente ou qu'elle baisse. Ce que veulent les patrons n'est pas forcément produire plus, mais exploiter plus chaque ouvrier pour que

plus de profit et soit encore plus rentable.

Répondre sur le terrain de la production et de la « politique industrielle », c'est aller sur le terrain patronal. C'est vouloir faire croire que les intérêts des ouvriers et des patrons peuvent se rejoindre. Alors que les travailleurs sont attaqués, les profits sont préservés. Renault dispose aujourd'hui d'une trésorerie de 16 milliards d'euros. PSA a encore réalisé plus de deux milliards de bénéfices en 2020.

Enfin, c'est tourner le dos aux possibilités réelles de lutte. À Toyota Onnaing, dans le Nord, où est fabriquée la Yaris « made in France », les 5 000 ouvriers croulent sous le travail et les cadences sont infernales. En République tchèque, ils sont 5 000 à produire la même voiture. L'intérêt de ces travailleurs serait-il de se battre entre eux pour s'arracher la production du patron ? Ou bien au contraire de se battre à 10 000 contre leur patron commun pour imposer d'autres cadences ?

La réponse est évidente. Les travailleurs ont tous besoin de garder leur emploi et



leur salaire, mais pas leurs cadences infernales et leur épuisement. En se battant pour la répartition du travail entre tous, et pas pour le mirage des relocalisations, les travailleurs peuvent unir leurs forces dans les usines, entre salariés en CDI et en CDD, intérimaires ou sous-traitants. Et au-delà des murs de chaque usine, ils peuvent se retrouver entre frères de combat, lutter ensemble contre les vraies causes des licenciements : l'avidité des capitalistes, leur acharnement à faire suer du profit à chaque ouvrier.

Marion Ajar

Muretain Agglo – Muret : face au vol des congés, les travailleurs réagissent

La communauté de communes du Muretain, au sud de Toulouse, présidée par le maire socialiste de Muret, a lancé depuis quelques mois une offensive contre l'ensemble des 1 900 travailleurs qui la font tourner.

Les départs en retraite ne sont plus remplacés et, pour cette seule année, 112 postes ne seront pas pourvus. Mais ce qui a mis le feu aux poudres est la volonté de supprimer treize jours de congés. Ils seraient transformés en jours de

RTT, qui ne seraient acquis que si l'on n'a pas été malade, et seraient compensés par l'augmentation du temps de travail à 39 h 20 par semaine. Tout cela bien sûr sans augmentation de salaire.

Vendredi 18 juin, 200 tra-

vailleurs se sont rassemblés sur le lieu de la réunion qui devait valider cette attaque, avant d'être prévenus qu'elle se tiendrait finalement en visioconférence. Qu'à cela ne tienne, la grève a été votée et, depuis samedi 19 juin, le dépôt d'ordures de Roques est bloqué. 98 % des agents chargés de la collecte des ordures sont en grève reconductible avec le soutien actif de nombreux autres secteurs, et les poubelles commencent à

s'amonceler dans plusieurs villes.

Selon le président de l'agglomération, ces attaques permettraient d'économiser 2 millions d'euros sur le dos des agents. En même temps, 11 millions d'euros de budget sont réservés aux travaux de la piste cyclable boulevard de l'Europe, et surtout à « l'aide aux entreprises et à l'immobilier d'entreprise ». Et, parallèlement, la communauté de communes a voté en mars

dernier l'augmentation du tarif des cantines scolaires, de 3 à 13 %, ou des centres de loisirs, de 3,5 à presque 10 % !

Augmentation des impôts, attaques contre les travailleurs, cadeaux aux entreprises... Cette politique, tout le monde la subit depuis trop longtemps. Les travailleurs de l'agglomération du Muretain sont décidés à la combattre.

Correspondant LO

Cimenterie Calcia – Cruas : cimenter les travailleurs face au bloc des actionnaires

Depuis le mois de novembre dernier, les travailleurs de la cimenterie Calcia de Cruas, en Ardèche, se mobilisent suite à l'annonce de 171 suppressions de postes en France, dont la fermeture du site avec ses 66 emplois.

Calcia possède douze sites en France et fait partie du groupe allemand HeidelbergCement, numéro 2 mondial de ce secteur. Quelques mois après cette nouvelle, il annonçait fièrement sur son site Internet que 2020 avait été pour lui une année

record en termes de rentabilité financière, malgré le ralentissement du secteur de la construction du fait de la pandémie.

Pendant des années, les cimentiers comme HeidelbergCement ou Lafarge ont bénéficié de quotas

d'émission de CO₂ gratuits et élevés, car ils étaient basés sur des niveaux de production d'avant la crise de 2008. Les quotas inutilisés pouvant se revendre, ils se sont ainsi enrichis en vendant des droits à polluer. La baisse actuelle de ces quotas les privant maintenant de cet argent facile, ils veulent augmenter leur rentabilité en sacrifiant les travailleurs.

Depuis novembre, les

travailleurs du site de Cruas ont participé à des actions dans d'autres villes. Puis ils ont fait neuf jours de grève et bloqué leur usine fin mars, ce qui a valu à dix-sept d'entre eux d'être assignés au tribunal. Lutter pour son emploi et donc contre le chômage est aussi considéré comme un délit dans une société pour laquelle seuls comptent les intérêts des actionnaires ! Depuis, des actions de grève

sont organisées à l'appel de la CGT lors des tentatives de redémarrage des fours, ce qui bloque la production en continu.

La direction cherche à diviser les travailleurs en agitant la carotte des investissements sur certains sites, et le bâton des licenciements ou de la fermeture sur d'autres. La manœuvre est grossière.

Correspondant LO

Knorr – Duppigheim : grève contre les conditions de licenciement

Le groupe Unilever a annoncé fin mars la fermeture de son usine Knorr de Duppigheim, dans le Bas-Rhin.

Les 16 et 17 juin, la quasi-totalité des 261 travailleurs en CDI du site étaient en grève pour obtenir de meilleures conditions de départ, ce que la direction refuse pour l'instant, alors qu'Unilever a fait plus 6 milliards d'euros de profits l'an passé.

Les grévistes, réunis à plus d'une centaine devant le site, ont interpellé le directeur. S'assurant de l'absence de journalistes, celui-ci leur a interdit de filmer les échanges. Visiblement la direction voudrait licencier sans bruit, mais c'est raté ! Les cris ont fusé : « Vous ne voulez pas être filmé ? Nous on ne veut pas être virés ! »

Devant la langue de bois patronale, la rancœur accumulée s'est exprimée, d'autant que les salariés ont appris ces dernières semaines qu'Unilever avait prévu dès 2019 de se débarrasser de l'usine. Une travailleuse témoignait des sacrifices consentis depuis deux ans, « tout ça

en réalité pour payer mon licenciement ». Une autre, montrant ses coudes blessés, rappelait qu'elle avait accepté une double charge de travail. « Comment je vais retrouver du boulot dans cet état ? »

Tous ont ensuite décidé de planter là le directeur et de poursuivre la discussion autour d'un barbecue. Les grévistes veulent faire connaître leur situation et envisagent des actions pour faire connaître leur combat. Deux nouvelles journées de grève sont prévues les 22 et 23 juin.

Correspondant LO

Livreurs des plateformes : en colère contre le racisme et l'exploitation

Vendredi 18 juin, des livreurs de plateformes telles UberEats et Deliveroo manifestaient place de la République à Paris.

Ils dénoncent des insultes et agressions racistes dont ils sont victimes. « Dépêche-toi esclave, sale Noir, sale nègre »... À la litanie d'injures racistes se joint parfois la violence physique, les coups contre ces travailleurs très majoritairement d'origine immigrée et à la peau noire.

Face à cette haine, les livreurs à vélo et à moto en appellent à la dignité : « Respect pour les livreurs. Stop insultes, agressions,

racisme, mépris, dévalorisation » disait la banderole. Uber en réponse, propose ses solutions. Pour combattre la violence, la plateforme promet... des « actions concrètes pour sensibiliser les utilisateurs au respect des différences ». Pour contrer les insultes racistes, elle n'hésite pas à proposer... la mise en place d'un bouton d'alerte sur l'application ! On croit rêver.

Ce mépris est révoltant mais totalement à la mesure



de ce que sont ces exploités de livreurs de repas à domicile. Et c'est toute la façon dont ces travailleurs sont exploités qui est une véritable insulte.

Ce sont des délais de livraison qui contraignent à prendre des risques, en zigzaguant entre les files de voitures pour récupérer à la clé quelques euros pour la livraison d'un repas ; des journées de 12 heures pendant des semaines de sept jours pour espérer un salaire de 1 200 euros à la fin du mois avec l'obligation d'entretenir son propre vélo ou sa propre moto ;

c'est aussi la radiation de l'application sur simple plainte d'un client ou d'un restaurateur.

Il ne fait pas bon être un jeune précaire, a fortiori d'origine immigrée et à la peau sombre, en concurrence avec des centaines de milliers d'autres jeunes précaires, dans un environnement de chômage massif. Face aux requins qui se repaissent de leur exploitation et face aux imbéciles qui se délectent de provocations racistes, seule la lutte peut payer. Les livreurs qui s'organisent l'ont compris.

Sophie Gargan

Aéroports de Paris : une mobilisation réussie

Vendredi 18 juin, plus de 1 000 travailleurs d'ADP ont manifesté dans les aéroports de Roissy et d'Orly contre les attaques de la direction qui veut baisser les salaires. Ce jour-là, celle-ci a dû reconnaître près de 50% de grévistes. Cette réussite d'une première journée de mobilisation prépare bien la grève prévue à partir du 1^{er} juillet.

Cela fait un an que la direction d'ADP cherche à tailler à la hache dans les effectifs, à casser les conditions de travail et à baisser les salaires. Elle n'a cessé d'expliquer que la baisse du trafic aérien mettrait l'entreprise en grande difficulté, mais cette justification convainc de moins en moins.

Ces attaques avaient déjà provoqué une mobilisation à l'automne dernier, qui avait obligé la direction à reculer provisoirement. Ayant échoué à faire valider un accord collectif, elle a annoncé l'envoi à tous les salariés d'un avenant

modifiant le contrat de travail. Il impliquerait des baisses de rémunération de l'ordre de 20%, et la mobilité obligatoire entre les deux aéroports. Ceux qui contesteraient l'avenant seraient menacés de licenciement.

Il y a trois semaines, 150 travailleurs ont saisi l'occasion de l'inauguration d'un terminal à Roissy pour manifester. Un autre secteur, les pompiers, a pris le relais le lendemain, avançant l'idée d'une grève le 18 juin pour battre le fer tant qu'il est chaud. Toute la semaine précédant cette journée, environ 500 personnes ont



Manifestation des travailleurs d'ADP, le 22 juin.

participé aux multiples heures d'information organisées entre Roissy et Orly. Certains se sont donné rendez-vous pour faire des pancartes ou pour circuler dans des services.

Le 18 juin, à Roissy, plusieurs cortèges ont été organisés. Au total, plus de 700 travailleurs ont défilé jusqu'à midi, où une assemblée s'est tenue. L'un des cortèges a réussi à entrer dans les aérogares. Des vols ont été retardés, mais surtout, de nombreux travailleurs des entreprises sous-traitantes ont exprimé leur

soutien à ceux d'ADP. Il faut dire que tous les patrons de la zone aéroportuaire profitent de la crise pour mener la même offensive.

À Orly, la manifestation a regroupé plus de 300 travailleurs. La préfecture n'ayant pas donné son feu vert, ils ont envahi les halls et « aidé » les passagers à sortir gratuitement des parkings. Tout le monde a été encouragé par cette journée, avec l'idée qu'ADP a de l'argent et que ces attaques sont injustifiables.

La question de renforcer la mobilisation pour

préparer au mieux la grève prévue à partir du 1^{er} juillet est posée. Deux journées d'action, les 25 et 26 juin, ont été décidées. Des contacts se font entre services et des travailleurs se regroupent pour organiser des actions.

La direction sait bien que l'énorme concentration de travailleurs dans les aéroports de Roissy et d'Orly peut avoir un potentiel explosif. Tous ont les mêmes problèmes et se reconnaissent forcément dans les luttes qui s'engagent.

Correspondant LO

Hôtels Barrière - Enghien-les-Bains : non aux licenciements !

Le week-end des 12 et 13 juin, suite à un appel de la CGT et de FO, une centaine de travailleurs du casino et des deux hôtels Barrière d'Enghien-les-Bains, dans le Val-d'Oise, se sont rassemblés toute la journée devant leur lieu de travail pour protester contre un plan de 67 licenciements.

Le casino a rouvert ses portes le 19 mai mais celles de l'Hôtel du Lac restent fermées, avec à la clé 24 travailleurs à la rue. Pour la plupart, ils ont plus de dix ans d'ancienneté et au moins cinq d'entre eux sont là depuis vingt ans. Les syndicats voulaient « sensibiliser les clients sur les comportements du groupe ». En effet, un premier plan de sauvegarde de l'emploi, c'est-à-dire de licenciements, a été refusé par l'administration en mai. Le

groupe en a rédigé et déposé un nouveau le 18 juin.

Lors du rassemblement, la pétition de soutien aux travailleurs licenciés a été largement signée, un geste souvent accompagné d'un soutien financier.

Pour Bruno Cagnon, le directeur du groupe, « Depuis le 15 octobre, la situation économique s'est encore aggravée... c'est une situation difficile pour le groupe Barrière... mais il pleure la bouche pleine. Car le groupe Barrière existe depuis plus



Manifestation contre le plan de licenciements aux hôtels Barrière en avril 2021.

d'un siècle et se présente comme le « leader européen sur le marché des casinos et un des acteurs majeurs de l'hôtellerie de luxe à la française ». Le groupe possède des dizaines d'hôtels dans les grandes destinations touristiques, Cannes, Deauville, Marrakech, le Fouquet's sur les Champs Élysées, et continue à s'agrandir. Une de ses dernières acquisitions est un

hôtel à Courchevel, que le groupe a transformé pour qu'il entre dans la catégorie Palaces.

D'après les syndicats, le groupe a reçu 170 millions d'euros de prêt garanti par l'État, quatre millions de CICE et une réduction de loyer de la part des mairies, dont un million et demi d'euros de celle d'Enghien-les-Bains. Le résultat net du groupe s'est élevé à trois

millions en 2020. Il aurait largement de quoi maintenir les salaires et l'emploi de tous.

Alors les travailleurs ont mille fois raison de ne pas vouloir que leurs emplois « se jouent à la roulette », comme le disait un slogan inscrit sur une banderole lors d'une manifestation devant la sous-préfecture de Sarcelles.

Correspondant LO

Fonderie MBF - Saint-Claude : le profit saccage la vie des travailleurs

Mardi 22 juin, la fermeture de la fonderie MBF, à Saint-Claude dans le Jura, a été annoncée. Dans cette ville de plus de 8 000 habitants, près de 300 salariés vont se retrouver sur le carreau.

En réalité, 1 200 travailleurs vont être touchés dans la région, toutes les familles sont concernées. « Six ans que je suis dans cette boîte.

Les politiques disent qu'on n'est pas assez mobiles, moi je l'ai fait. La mobilité je connais, j'ai fait 700 bornes. Pour quel résultat ? Pour une fermeture. Vous

nous prenez pour qui ? », disait un travailleur en colère. En France, 13 500 travailleurs des fonderies travaillant pour l'automobile sont menacés. Ceux des fonderies de Bretagne ont fait quarante jours de grève. Ceux des fonderies du Poitou se sont aussi mobilisés.

Les donneurs d'ordres, Renault et PSA, ont fait des milliards de profit et ils ont reçu des subventions de l'État. Ils les ont empochées, et les licenciements continuent sur leurs sites et chez les sous-traitants. Une banderole installée devant l'usine de MBF résumait : « État assassin ».

Les constructeurs le sont aussi.

Cette colère ne doit pas rester isolée à une entreprise. Tous les travailleurs sont attaqués, tous doivent s'organiser pour que ces milliards servent à garantir tous les emplois et tous les salaires.

Correspondant LO

Auchan : un 0,6 % que les travailleurs n'encaissent pas

À l'appel des syndicats FO et CGT au niveau du groupe, et de la CFTD sur certains sites, un mouvement de grève a touché un grand nombre d'hypermarchés vendredi 18 juin.

Les salariés en ont assez, alors que la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan et de dizaines d'autres enseignes, a largement profité de la crise Covid.

Dans de nombreux magasins, des dizaines de travailleurs se sont mobilisés.

Ils contestent les salaires au plancher, le salaire au smic à l'embauche, pas beaucoup plus après vingt ou trente ans d'ancienneté. Ils revendiquent une augmentation générale, une prime Covid de 1 000 euros minimum que leur

refusent les actionnaires riches à milliards, et dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail, aggravées par des suppressions de postes incessantes.

À l'échelle du groupe, 2 000 emplois en CDI ont été supprimés en 2020 et encore 1 400 sur les six premiers mois de l'année 2021. Il s'agit de postes calculés en équivalent temps plein. Ils sont donc

en réalité beaucoup plus nombreux vu le nombre très important de postes à temps partiel. Et le développement en cours des caisses automatiques entraîne une menace supplémentaire de suppressions d'emplois.

Durant la crise sanitaire, la grande distribution a continué à remplir ses caisses et les profits de ses propriétaires. Pour

sa part, Auchan a accru son chiffre d'affaires de 466 millions d'euros. C'est pourquoi l'annonce d'une augmentation des salaires de 0,6 %, beaucoup moins que le taux officiel de l'inflation, a été ressentie par de nombreux travailleurs comme une provocation. Ce premier mouvement de grève à l'échelle du groupe est leur réponse.

Philippe Logier

Psychologues en colère : une journée de protestation

Jeudi 10 juin, à l'appel des syndicats de salariés de la santé et des organisations professionnelles, les psychologues étaient nombreux à manifester dans tout le pays pour dénoncer leurs conditions de travail.



À Clermont-Ferrand, le 10 juin.

Depuis la crise sanitaire, les demandes de suivi augmentent. Les publicités gouvernementales mensongères laissent à penser qu'il est simple de se faire aider quand on souffre et de trouver du personnel pour cela. Mais il n'y a pas eu d'embauche supplémentaire dans les hôpitaux, et les délais pour obtenir un rendez-vous dans un CMP (centre médico-psychologique) vont de quelques mois à plus d'une année.

La plupart des psychologues travaillent à temps partiel et sont contractuels ou ont des CDD de plus en plus courts. En comptant l'augmentation que le gouvernement a attribuée après

la première année de la crise sanitaire, les salaires à l'hôpital sont de 1 400 euros net pour un trois quarts de temps de travail, imposé dans différents services ; il faut alors trouver un emploi ailleurs pour compléter.

De plus, les économies sont permanentes. Dans la psychiatrie, la tarification à l'acte va être mise en place et entraînera encore des fermetures de lits et des suppressions de postes. Récemment, un hôpital psychiatrique a tenté de revenir sur la possibilité de faire appel par téléphone à des traducteurs pour des consultations avec des patients ne parlant pas français, disant que c'est trop cher !

À Clermont-Ferrand, cette journée a été l'occasion de se rencontrer et de faire connaître les revendications face à l'hypocrisie du gouvernement.

À Troyes, dans l'Aube, les psychologues se sont retrouvés à une centaine devant la préfecture, venant de l'établissement de Brienne, de l'hôpital et du centre médico-psycho-pédagogique de Troyes. D'autres, isolés dans de petites structures ou bien exerçant en libéral, étaient

aussi présents.

Tous sont vent debout contre l'arrêté ministériel du 10 mars 2021 qui impose certaines pratiques, au détriment leur liberté d'exercice et de jugement. Ils dénoncent aussi les plateformes de coordination et d'orientation, qui instaurent un tri entre les enfants et qui pousseraient les usagers à se tourner vers des soins en libéral, dans un contexte où les services de soins psychologiques et psychiatriques dans les établissements hospitaliers se réduisent d'année en année. Ils refusent enfin d'être affiliés à un ordre des psychologues qui ne pourrait que renforcer le corporatisme, voire donner à l'État davantage de moyens de cadrer le suivi des patients.

Comme le résumait un manifestant : « On veut nous imposer un fonctionnement où l'on ne soigne plus la personne dans sa globalité, mais uniquement un organe, son système nerveux. »

Ce coup de colère, d'une profession qui n'est guère habituée à se mobiliser, est un révélateur de la façon dont toutes les professions indispensables à la santé de la population sont attaquées, pour faire des économies, alors que dans le même temps les profits des groupes pharmaceutiques explosent.

Correspondants LO

Troyes : le théâtre du Peuple retourne à la ville

Depuis plus de deux mois, les intermittents et précaires de la culture sont aussi en lutte à Troyes.



Manifestation devant le théâtre de la Madeleine, le 22 mai.

Après avoir occupé le théâtre de la Madeleine pendant plusieurs semaines et dû quitter les lieux pour cause de travaux, ils ont sans prévenir investi le théâtre de Champagne aussitôt renommé théâtre du Peuple.

Il s'agissait de demander la prolongation de l'année blanche pour les précaires et le retrait de la réforme de l'Assurance chômage, qui entraînerait la perte de centaines d'euros d'indemnisation. Empêchés de travailler depuis plus d'un an, les travailleurs du spectacle ont déjà subi l'arrêt ou la diminution de leurs droits au chômage, faute de pouvoir les recharger par des périodes travaillées. Nombre d'entre eux ont basculé dans la misère ou la précarité.

Le collectif des artistes de Troyes réclame aussi la création d'un tiers-lieu, une salle de 400 m² qui permettrait enfin « une programmation culturelle diversifiée et de qualité ». Il a organisé de nombreuses manifestations et animations en ville, toujours

vivantes et dynamiques.

La mairie de Troyes, dirigée par François Baroin (LR), prétend comprendre les revendications et chercher le dialogue mais aussi à obtenir la fin de l'occupation du théâtre, jugeant illégale « l'occupation d'un établissement culturel pour forcer à changer la politique culturelle de la ville ». Le gouvernement annonçant la réouverture des lieux de spectacle, elle reproche aux artistes d'empêcher celle du théâtre, le début d'une programmation prévue et le nettoyage des locaux. Une action en justice de la mairie se double d'une mise en demeure de quitter les lieux.

« Le visage de la culture, ici, c'est le patrimoine... Nous nous sommes heurtés aux mensonges, à la manipulation, aux fourberies... Le théâtre du Peuple retourne à la ville », a déclaré le collectif d'artistes à la veille d'une convocation au tribunal administratif. Les artistes sont bien décidés à poursuivre leur combat.

Correspondant LO



À Troyes, le même jour.

Lasserre - Vitry : grève victorieuse

La cinquantaine de travailleuses et travailleurs de la société de nettoyage Lasserre qui travaillent pour la mairie de Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, ont obtenu satisfaction après une semaine de grève.

La grève a éclaté pour dire « Ça suffit » aux conditions de travail dégradées, aux bas salaires, aux heures non payées, au mépris et à l'arrogance de la direction. Alors que pendant la pandémie ces salariés, comme tous ceux du nettoyage, n'ont jamais cessé d'être sur le terrain, le patron parlait d'une prime Covid de 20 euros, puis de 75 euros sous conditions.

Après l'arrêt total du

travail, la direction a voulu s'en tirer avec quelques concessions, mais les grévistes ne se sont pas contentés de ces premiers reculs. Leur détermination n'a fait que grandir et la direction a dû rencontrer la délégation de quatre salariés, élus par leurs collègues, et passer la prime Covid à 500 euros pour tous, augmenter les salaires de 5 %, accepter le règlement de toutes les erreurs de



paie, retirer les lettres recommandées de menaces et sanctions.

Les grévistes ont aussi obtenu le paiement des heures de grève ainsi que l'engagement d'organiser des élections professionnelles. Ils n'ont décidé la

reprise du travail qu'une fois chaque point mis par écrit.

C'est une belle victoire pour ces travailleurs déterminés et qui ont pris en charge eux-mêmes leur grève. Eux, et surtout elles, puisque ce sont en majorité

des femmes issues de l'immigration, qui sont les premiers de corvée, ont su se rendre bien visibles et gagner le respect de leurs personnes et de leurs droits. C'est un signal qui vaut pour tous les travailleurs.

Correspondant LO

PPG - Bezons : les salariés n'ont pas dit leur dernier mot

La direction de PPG, leader mondial de peintures et mastics, avait annoncé la fermeture de l'usine de Bezons, qui emploie 208 salariés dans le Val-d'Oise, pour la fin du mois de juin. Elle a dû revoir ses plans et reculer les échéances à décembre.

Les travailleurs n'acceptent toujours pas de se faire mettre à la porte par une multinationale qui roule sur l'or et multiplie les rachats d'entreprises dans le monde entier.

Depuis l'intervention d'une compagnie de CRS, au petit matin du 25 mai, pour faire évacuer le piquet de grève, la grève a cessé, mais

de là à dire que le travail a repris, il y a de la marge. Personne n'a le cœur à l'ouvrage. La direction a bien sûr essayé de faire partir des productions, mais avec bien des difficultés et surtout beaucoup d'erreurs.

La grève a créé ou renforcé des liens entre les travailleurs, qui se manifestent à de multiples occasions.

Un matin, le débrayage de quelques ouvrières du secteur conditionnement a entraîné un rassemblement de plusieurs dizaines de travailleurs de différents secteurs devant les bureaux du directeur du personnel, pour l'obliger à entendre le mécontentement des ateliers. Les actions se sont depuis diversifiées, par exemple devant la sous-préfecture d'Argenteuil, pour mettre en cause l'État qui a multiplié les cadeaux sous la forme de crédit d'impôt pour la recherche ou

l'emploi, ou dernièrement par le financement du chômage partiel. Les travailleurs se sont aussi rassemblés devant le tribunal de Pontoise pour demander aux juges de constater que les prétendues mesures d'accompagnement de la direction ne sont pas sérieuses. Ils sont bien décidés à utiliser tous les moyens pour s'opposer à cette procédure ou la ralentir.

Samedi 19 juin, veille des élections régionales, une cinquantaine de travailleurs de PPG se sont

associés à la manifestation contre les licenciements organisée à l'appel des salariés de TUI qui se battent depuis des mois, au côté de délégations de plusieurs autres entreprises. Mardi 22 juin, devant le ministère de l'Industrie, une délégation de travailleurs de PPG est venue une nouvelle fois demander des comptes au gouvernement. Décidément, la fermeture ne passe pas et les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Russie : épidémie mortelle, régime meurtrier

S'exprimant lundi 14 juin devant les députés, le président russe, Poutine, a déclaré que « le danger du coronavirus est toujours présent » et que « la situation s'aggrave dans plusieurs régions ». Il ne pouvait dire moins car l'épidémie flambe comme jamais dans le pays avec une présence du variant Delta (ex-indien) dans 90 % des cas.

Ainsi, les hôpitaux de la capitale (12 millions d'habitants), de sa région et de Saint-Petersbourg (6 millions d'habitants) sont débordés, au point de devoir parfois aliter les malades à même le sol.

Mais Poutine ne va pas battre sa coulpe pour autant. À l'écouter, le pays a « réussi à atténuer le premier coup de l'épidémie, le plus dur », l'an dernier. Avec 130 000 morts du Covid annoncés par le gouvernement, il est pourtant déjà le plus frappé d'Europe. Ce chiffre reflète encore bien mal la réalité : Rosstat, l'agence officielle des statistiques, recense 270 000 morts. Et vu les pressions exercées il y a un an pour que médecins et hôpitaux classent ces morts sous d'autres rubriques, il faudrait sans doute plutôt parler d'un demi-million.

La santé des profits avant tout

Quand Poutine prétend que le pouvoir a atténué les effets de l'épidémie, il ne ment pourtant qu'à moitié. En avril, lors de son adresse annuelle à l'Assemblée fédérale, il a pu affirmer que « les profits du secteur privé de l'économie promettent de battre des records cette année ». Et le régime s'y est employé de bien des façons : en limitant l'information sur le Covid à conseiller le port du masque ; en incitant la population à continuer à aller au travail ; en ne recourant pas à des mesures qui auraient été vues comme contraignantes...

Quant au vaccin Spoutnik V, si le régime en fait un instrument de sa diplomatie vis-à-vis des pays pauvres, rien n'a vraiment été tenté pour organiser la vaccination de masse depuis qu'il est disponible. Il est vrai que la population s'en méfie, comme elle se défie spontanément de tout ce qui semble émaner « d'en haut », ce qui en dit plus long

que n'importe quelle élection « administrée » sur la confiance qu'elle fait à ses dirigeants.

De leur côté, les employeurs, gros ou petits, publics ou privés, ne veulent entendre parler d'aucune mesure sanitaire qu'ils jugent, à tort ou à raison, pénalisante pour leurs affaires. Poutine, le Kremlin et l'administration des régions ont donc tout fait pour ne les gêner en rien.

Et les résultats sont là. Pour les trois premiers mois de 2021, les profits du secteur privé (hors banques) ont plus que triplé sur un an. Ils ont même augmenté de 32 % par rapport à la même période de 2019, donc avant l'épidémie. Autre résultat : en un an et demi, le Covid a fait presque cinq fois plus de morts qu'en plusieurs années les deux guerres de Tchétchénie de sinistre mémoire !

Un système de santé saigné à blanc

Certaines causes de cette situation dramatique remontent aux années 1990 quand, sur les ruines de l'Union soviétique, avait éclaté la première guerre de Tchétchénie. L'économie, pillée par la bureaucratie et les mafias, s'était alors effondrée et, depuis, la bureaucratie affairiste qui dirige le pays n'a, pour s'enrichir, cessé de rogner sur les dépenses dans les services publics, dont la santé.

Partout, on a fermé des lits et des hôpitaux, licencié du personnel médical de façon quasi continue. Selon les chiffres officiels, le nombre des médecins épidémiologistes et celui des lits dans les services des maladies infectieuses ont diminué de 60 % en moins de trente ans ! Quant à la mortalité due aux maladies infectieuses, elle a été multipliée par 2,34 entre 1990 et 2018, donc avant même l'actuelle crise sanitaire.



Inhumation d'un mort du Covid en décembre 2020 à Saint-Petersbourg.

Encore des promesses

Devant la situation, et surtout les caméras du monde entier, car Saint-Petersbourg accueille des matchs de l'Euro, le régime s'est senti obligé de réagir. Mais il le fait mollement, pour ne pas pénaliser le monde des affaires. À Saint-Petersbourg, les autorités promettent de vacciner 65 % des fonctionnaires d'ici le mois d'août. À Moscou, le maire, un proche de Poutine, a décrété la fermeture de fan zones, de restaurants dans les zones commerciales et une obligation vaccinale pour les employés du

secteur des services. En cas de refus, le salarié peut se mettre en congé sans solde, ou être licencié. Comme l'ont été des travailleurs dont les entreprises ont fermé ou qui refusaient de travailler sans aucune mesure de protection sanitaire.

Alors que le patronat russe public et privé refuse toute contrainte, la direction d'AvtoVaz, une grande usine de Moscou, propriété de Renault, cherche à se donner le beau rôle. Elle promet 1500 roubles (20 euros) à chaque salarié qui acceptera de se faire vacciner. C'est ce que touche par mois un ouvrier au chômage... et c'est bien

insuffisant, même pour survivre dans une grande ville.

Comme des législatives auront lieu en septembre sur fond de défiance généralisée de la population, Poutine y va de ses promesses. Il vient d'annoncer des centaines de milliards de roubles pour améliorer les transports publics, les routes, rénover les écoles... et renforcer le système de « convalescence médicale ». Pour celles et ceux que l'incurie et la rapacité de la bureaucratie et des employeurs n'auront pas fait mourir d'ici là ?

Pierre Laffitte

Travail des enfants : 160 millions de très jeunes exploités

En 2020, 160 millions d'enfants étaient au travail, soit 8,4 millions de plus qu'en 2016, selon un rapport conjoint de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Unicef, agence de l'ONU chargé de l'enfance.

La même étude indique qu'à ces 160 millions d'enfants pourraient s'en ajouter cette année au moins 9 millions, du fait des conséquences économiques de la pandémie, et jusqu'à 46 millions en 2022 « si les protections sociales baissent par rapport à leur niveau actuel, à cause de mesures d'austérité et d'autres facteurs ».

La moitié de ces enfants sont âgés de 5 à 11 ans. Les confinements,

les fermetures d'écoles, les reculs économiques et les budgets sociaux réduits n'ont laissé d'autre choix à des familles laissées sans ressources que de faire travailler leurs enfants. Mais d'autres facteurs, tous liés au fonctionnement de la société capitaliste, sont à l'œuvre : le manque d'emplois décents, les migrations, et bien sûr les inégalités sociales en forte progression.

Ces enfants, on les

trouve dans les plantations, derrière les murs des ateliers ou employés comme domestiques. Ils peuvent être esclaves, prostitués, associés aux trafics de drogue ou à des rackets criminels. Certains sont tueurs à gage ou enfants-soldats dans les pays en guerre.

Le travail forcé imposé à des millions d'enfants ne fait pas la une des journaux et ne provoque pas ces émissions en boucle que les chaînes de télévision adorent consacrer à des futilités, mais c'est bel et bien un crime du capitalisme.

Jacques Fontenoy



Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs

Les militants de Lutte ouvrière reprennent leurs tournées d'été dès le 28 juin.

Dans les différentes régions du pays, ils iront à la rencontre des travailleurs. Ce sera l'occasion de discuter de la situation actuelle, des attaques des patrons et du gouvernement.

Il est indispensable de préparer une riposte à ces attaques, mais aussi d'avoir à leur opposer un programme de revendications et de luttes.

Franche-Comté

Lundi 28 juin : Belfort

Mardi 29 juin : Pays de Montbéliard

Mercredi 30 juin : Pays de Montbéliard

Jeudi 1^{er} juillet : Vesoul

Vendredi 2 juillet : Pontarlier

Samedi 3 juillet : Besançon